



DE LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE À LIÈGE

Par sandre roubin



A propos de désobéissance civile à Liège. Rapportée par celles et ceux qui la font. Qui la vivent. Qui sont toutes et tous traversé·es par elle, dans tous les interstices de leur vie. A propos de pratique, d'actions menées, d'affects, de ses conséquences, et d'enjeux qui la défient en permanence. A propos de vous, qui vous y retrouverez d'une manière ou d'une autre.

Remerciements

Un énorme merci chaleureux à toutes les personnes qui ont accepté d'échanger avec René et moi autour de la désobéissance civile ! Ce sont elles qui font la richesse de ce qui émane de ces quelques lignes. Et un merci d'autant plus sincère que le temps investi dans la lutte est souvent conséquent pour elles. Nous nous réjouissons de poursuivre les discussions pour peut-être, si l'occasion est rendue possible, nous investir dans un projet commun, dans la lignée de celui-ci.

Table des matières

Préambule _____	4
Introduction _____	5
<i>Un peu de méthodo</i> _____	6
Désobéissance civile à Liège : une présentation _____	7
<i>Les désobéissant-es, qui sont-iels ?</i> _____	8
<i>Pourquoi ce choix de la désobéissance ?</i> _____	10
<i>L'impact et l'utilité des actions de désobéissance civile</i> _____	10
<i>Le risque d'épuisement versus militer dans la joie</i> _____	12
<i>La stratégie en désobéissance civile</i> _____	13
<i>La désobéissance, un art de vivre</i> _____	15
<i>Quels types d'actions ?</i> _____	16
Freins à la désobéissance civile : des enjeux de pouvoir en action _____	27
<i>Enjeux de pouvoir communs aux collectifs</i> _____	27
<i>Des éléments structurels traversant le réseau désobéissant</i> _____	30
<i>Contexte spécifique au réseau désobéissant</i> _____	31
La désobéissance civile : un acte citoyen ! _____	32
Actions des associations institutionnalisées et hauts-faits des collectifs indépendants : Vers une complémentarité nécessaire et assumée ? _____	35
Conclusion _____	37
Annexe : Glossaire des collectifs de désobéissance civile _____	39

Préambule

En 2021, nous nous sommes lancé·es sur le chantier de la désobéissance civile. Avec l'ambition de parcourir et d'apprendre à connaître en profondeur l'histoire et la géographie de la désobéissance civile dans le monde, et en particulier la désobéissance féministe. Nous publions, d'une part, en mai de cette année l'étude « Désobéissance civile et féminisme : lutter contre les dominations et les lois injustes »¹, un écrit de René Begon et Anne Delépine.

D'autre part, ayant un certain ancrage dans un réseau désobéissant liégeois, via Ginger, un collectif féministe créé au sein du CVFE, et via les expériences pratiques de travailleur·euses de l'association, nous avons souhaité creuser ce sujet passionnant en l'abordant sous un autre angle, à la fois pragmatique et affectif, en allant à la rencontre de celles et ceux qui font cette désobéissance, pour apprendre à les connaître et comprendre en quoi consistent leurs actions : qu'est-ce qui motive celles et ceux qui les mènent et quels sont les enjeux qui les traversent ?

Dans une démarche à la fois très différente et complémentaire de notre première étude, appréhender la désobéissance civile de cette manière permet de la saisir en quelque sorte « sur le vif », grâce notamment aux savoirs chauds de celles et ceux qui la mettent en pratique. En analysant l'acte de désobéissance via les voix des actrices et acteurs-mêmes, ce texte espère donc réussir à rendre palpables les tensions et les élans (intérieurs et relationnels) liés à de telles pratiques de résistance mais aussi l'importance de défendre la possibilité que ce type d'actions politiques existent.

Vivant dans une société où nos réclamations politiques sont peu entendues ou ne sont suivies d'aucun effet, – de la dénonciation de l'indifférence par rapport aux féminicides à l'opposition à la venue du géant chinois Alibaba à Liege Airport² –, et où les injustices prospèrent grâce à la coopération, volontaire ou passive, d'une majorité des citoyen·nes, nous pensons que le choix de s'ouvrir ou non à la désobéissance civile est une question que chacun·e d'entre nous doit aujourd'hui se poser.

¹ René BEGON et Anne DELÉPINE, « Désobéissance civile et féminisme : lutter contre les dominations et les lois injustes », CVFE, 2022. Disponible sur : <<https://www.cvfe.be/publications/etudes/418-desobeissance-civile-et-feminisme-lutter-contre-les-dominations-et-les-lois-injustes>> (Consulté le 09/09/2022)

² Voir par exemple : Collectif mensuel, « Une intervention visuelle sur le militantisme à Liège », brochure 2022. Disponible sur : <https://collectifmensuel.be/sites/default/files/CM_Brochure_Exposition_BAT.pdf> (Consulté le 16/09/2022)

Introduction

Ce qui nous a poussé·es, René³ et moi, à aller à la rencontre de désobéissant·es liégeois·es, c'est cette curiosité, cet entrain, cette excitation à l'idée de découvrir un monde de militant·es acharné·es, vouant toutes leurs forces à changer, ici et maintenant, notre société saccagée par les inégalités.

C'est cette envie de découvrir leurs méthodes et de nous en inspirer. De les relater à travers ces lignes pour, qui sait, pousser chacun·e d'entre nous vers un peu plus de désobéissance.

C'est le projet de révéler un peu le parcours et le vécu de ces acteur·ices de l'ombre. Leur rendre un tantinet justice dans cette société qui les dépeint régulièrement comme des indésirables, vandales, hors-la-loi, avec comme conséquence symbolique de les délégitimer. Alors que la désobéissance civile, que certain·es nomment d'ailleurs « désobéissance démocratique »⁴, « loin de nuire à la démocratie, [...] cherche à la défendre en la protégeant contre ses propres dysfonctionnements [et peut donc être] envisagée [au contraire] comme un progrès pour la démocratie ».⁵

C'est l'envie d'être touché·e. De capter leurs motivations, leurs valeurs et la rage qui les animent. De comprendre leurs choix d'action. Pourquoi la désobéissance civile plutôt qu'une autre forme de lutte ? S'adonnent-iels d'ailleurs à d'autres types de combats ? S'investissent-iels dans d'autres projets politiques aux atours jugés peut-être socialement plus acceptables ?

En tant qu'association féministe, cette étude, c'est aussi le projet de mettre en lumière la spécificité de la désobéissance féministe, à Liège, en relatant les actions qu'iels mènent et leurs revendications, ainsi que leur mode de lutte en non-mixité⁶ de femmes et personnes trans et non-binaires. C'est aussi l'ambition de détailler le contenu des actions qui sont notamment menées dans des collectifs anticapitalistes en mixité de genre pour tenter de se représenter une image un peu plus globale de la désobéissance civile à Liège.

³ René était précédemment chargé de recherche au CVFE et est à présent chercheur bénévole.

⁴ Daniel MARKOVITS, « Democratic Disobedience », *Yale Law Journal*, 114, 2004, cité dans Guy AITCHISON, « (Un)civil Disobedience », *Raisons politiques*, vol. 69, n°1, 2018, pp. 5-12. Disponible ici : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2018-1-page-5.htm#no7>

⁵ Manuel CERVERA-MARZAL, *Désobéir en démocratie*, Paris, Aux forges de Vulcain, 2013, p. 14.

⁶ La non-mixité est un « outil militant consistant à organiser des rassemblements réservés aux personnes appartenant à un ou plusieurs groupes sociaux considérés comme opprimés ou discriminés ». Source : Laure DASINIERES, « La non-mixité choisie racontée par celles qui la pratiquent », *Slate*, 10 mai 2021. Disponible sur : <https://www.slate.fr/story/208601/reunions-non-mixtes-mixite-choisie-racontee-espace-liberte-securite-minorites-feminisme-racisme-validisme-amendement-unef-separatismes> (Consulté le 02/05/2022)

C'est enfin l'envie d'aller suffisamment loin dans l'analyse, en cherchant à identifier quelques-uns des enjeux qui traversent les réseaux des désobéissant·es, ceux notamment relatifs aux rapports de pouvoir présents en son sein.

Un peu de méthodo

Afin de ne pas nous éparpiller, nous avons décidé d'interviewer des désobéissant·es liégeois·es uniquement. Nous nous sommes concentré·es sur Liège car elle notre ville à René et à moi, et elle est aussi la ville d'implantation de notre collectif, le CVFE. Ce choix a pour conséquence l'étude d'un terrain spécifique et limité, certes, mais qui, en tant que ville moyenne européenne au XXI^e siècle, demeure représentatif, par son histoire et sa population, de nombreuses autres villes similaires. Et à ce titre, ce qui s'y joue en termes de luttes sociales et de désobéissance ne peut que faire écho à l'expérience d'autres lieux et d'autres militant·es.

Notre étude relève d'une forme d'exploration du sujet, le milieu étant vaste et pas toujours évident à identifier, ces militant·es travaillant pour beaucoup en cercle restreint et dans l'ombre. Nous avons dès lors ici interviewé des militant·es appartenant à un certain réseau, qui ne peut pas être considéré, par conséquent, comme représentatif de l'ensemble du réseau de désobéissance civile liégeois.

Nous avons rencontré 13 personnes dans le cadre d'entretiens individuels, dont les propos ont été ensuite anonymisés. La plupart avait entre 25 et 35 ans. Parmi elles, on retrouve des femmes cis, et/ou non-binaires, racisées, invalides, précarisées, et/ou issues de l'enseignement supérieur.

Désobéissance civile à Liège : une présentation

Considérée de manière générale, la désobéissance civile consiste en des actions politiques collectives visant à faire émerger publiquement des injustices jusqu'alors occultées. Elle est extra-légale. Elle a très souvent lieu après qu'aient été tentés tous les recours à la voie légale. Ses actions ne s'exercent pas contre les lois mais contre leur sacralisation. Elle est enfin indéfectiblement liée à la non-violence. Cette notion, cependant, n'implique nullement la fidélité à l'ordre établi. Au contraire, elle affectionne particulièrement les tendances anarchistes⁷ et révolutionnaires.⁸

A Liège, les désobéissant·es que nous avons interviewé·es sont actives/ifs dans 15 collectifs.⁹ Ces collectifs œuvrent dans les luttes anticapitaliste, antisexiste, antiraciste, écologiste, ou de manière transversale à ces différentes thématiques. Chaque collectif a pour base les valeurs défendues par l'une de ces luttes mais englobent également souvent celles défendues par les différentes autres. Des alliances entre les collectifs ne sont d'ailleurs pas rares.

- Lutte anticapitaliste : Liège sans Pub, Stop Alibaba, Riposte (dissous en 2019)
- Lutte antisexiste : La Barbe, Collectif 8 mars, La Tête Haute, Glue Gang, Ginger
- Lutte antiraciste : La Voix des Sans-Papiers de Liège, Migrations Libres
- Lutte écologique : Act for Climate Justice, Extinction Rebellion
- Lutte transversale : Front Antifasciste Liège, Centre Social autogéré Entre-murs Entre-mondes, Cortège de Braises

Nous avons cherché à rencontrer des personnes actives dans des collectifs antivalidistes¹⁰ et antiracistes en non-mixité (c'est-à-dire entre personnes invalides ou racisées) mais soit il n'en existe pas (encore), soit nous n'avons pas réussi à prendre connaissance de leur existence. Nous aurions aimé aussi rencontrer des

⁷ « L'anarchisme [...] regroupe plusieurs courants de philosophie politique développés depuis le XIXe siècle sur un ensemble de théories et de pratiques **anti-autoritaires** basées sur la **démocratie directe** et ayant la **liberté individuelle** comme valeur fondamentale. [...] »

Fondé sur la **négation du principe de domination** d'un individu ou d'un groupe d'individus dans l'organisation sociale, l'anarchisme a pour but de développer une société sans classe sociale. Ce courant prône ainsi la coopération dans une dynamique d'**autogestion**. Contre l'oppression, l'anarchisme propose une société basée sur la **solidarité** comme solution aux antagonismes, la complémentarité de la liberté de chacun et celle de la collectivité, l'égalité des conditions de vie et l'autogestion des moyens de production (coopératives, mutuelles). » Source : Wikipédia, « Anarchisme ». Disponible sur : <<https://fr.wikipedia.org/wiki/Anarchisme>> (Consulté le 05/05/2022) (mis en gras par nous).

⁸ René BEGON et Anne DELÉPINE, « Désobéissance civile et féminisme. Lutter contre les dominations et les lois injustes. », *op. cit.*, p. 16. ;

Manuel CERVERA-MARZAL, *Désobéir en démocratie*, *op. cit.*, pp. 78-80.

⁹ Nous présentons ces collectifs dans une annexe située en fin de document.

¹⁰ L'antivalidisme est un « mouvement de lutte contre le validisme ». Source : Wiktionary, « Antivalidisme ». Disponible sur : <<https://fr.wiktionary.org/wiki/antivalidisme>> (Consulté le 28/08/2022) Le validisme est une « oppression vécue par les personnes vivant en situation de handicap physique ou mental ». Source : Wiktionary, « Validisme ». Disponible sur : <<https://fr.wiktionary.org/wiki/validisme>> (Consulté le 28/08/2022)

personnes ayant participé aux « émeutes » antiracistes du centre de Liège au mois de mars 2021¹¹, ou des Gilets Jaunes, mais pour diverses raisons ces entretiens n'ont pu avoir lieu.

Les désobéissant·es, qui sont-ils ?

D'un point de vue sociologique, les militant·es du réseau que l'on a rencontré·es avaient certains points communs. Le milieu est avant tout jeune (majoritairement dans la vingtaine et la trentaine) et blanc, et rassemble des personnes au profil généralement fort intellectuel, capables de tenir des discours pointus en matières politiques. Beaucoup sont donc éduqué·es¹² et salarié·es. La mixité de genre est assez bien assurée dans les collectifs, à l'exception de l'un ou l'autre seulement¹³. Le milieu des désobéissant·es semble aussi comprendre un nombre assez représentatif de personnes neurodivergentes¹⁴. Enfin, des personnes trans sont aussi actives dans le milieu, principalement dans les collectifs féministes.

L'entrée dans la désobéissance se fait souvent via les canaux du militantisme. Ainsi, L., militante cis blanche à la Barbe et Liège sans pub, explique son adhésion par son parcours de collectif en collectif : d'abord un GAC (Groupe d'Achats Communs), puis les Amis de la Terre, puis les Alteractif/ves. B., militante cis blanche, raconte, elle, que son entrée dans le milieu est passée successivement par son désir de s'informer sur les violences sociétales, puis par son besoin de s'investir personnellement, dans un premier temps en allant manifester, puis en s'engageant au sein de Liège sans Pub. Précisons qu'entrer dans ce collectif a été possible grâce à l'une des réunions ouvertes qu'organisent régulièrement ses membres.

Les désobéissant·es rencontré·es sont des personnes défendant des valeurs de justice sociale à consonance souvent **anarchiste**. Fortement **affecté·es** par la présence sans cesse renouvelée des violences systémiques dans la société (les violences racistes,

¹¹ Des faits de pillage, vols, dégradations et agressions envers la police ont eu lieu à Liège le 13 mars 2021 en réaction à l'arrestation violente d'une dame d'origine congolaise par la police une semaine auparavant. La police l'a plaquée au sol alors qu'elle était place Saint-Lambert, en plein centre de la ville. La victime en a été fort affectée et a déposé plainte au contrôle interne de la police de Liège. Voir notamment : Afrikaleaks, « Débordements à Liège suite à l'arrestation musclée d'une congolaise », 15 mars 2021. Disponible sur : <<https://afrikaleaks.com/debordements-a-liege-suite-a-larrestation-musclée/>> (Consulté le 03/05/2022)

Ce genre d'émeutes est un événement courant dans l'histoire. Elles s'assimilent à une forme d'action collective et politique qui a lieu en réaction au harcèlement policier. Elles sont un phénomène de protestation morale et de demande de respect. Et relèvent donc en raison de ces caractéristiques de la désobéissance civile (voir notamment l'explication de Manuel Cervera-Marzal à la page 12). Source : Michel KOKOREFF, « Sociologie de l'émeute », *CAIRN*, 4 (30), 2006, pp. 521 à 53. Disponible sur : <https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=DS_304_0521&download=1> (Consulté le 29/05/2022)

¹² Diplômé·es de l'enseignement supérieur et/ou autodidactes.

¹³ Tels Riposte CTE ou le Front Antifasciste de Liège.

¹⁴ Le terme « neurodivergent » désigne « toute personne dont le fonctionnement neurologique est différent de la norme mentale dominante et ce de façon durable ». Source : Ta psychophobie m'envahit, « Accueil ». Disponible sur : <<https://tapsychophobiemenvahit.wordpress.com>> (Consulté le 13/05/2022)

sexistes, capitalistes, spécistes, ...), iels luttent pour un **changement radical** de celle-ci, ici et maintenant. C'est ce dont nous parle B., qui ressent un fort besoin de s'investir pour contribuer à faire advenir un changement sociétal :

« La plupart des gens de mon cercle que je connais et que je côtoie ont cette envie de faire bouger les choses, sinon ils ne seraient pas là. C'est un peu l'essence même du militantisme, c'est de vouloir que ça bouge, de s'investir pour un changement, une transition, une ouverture. [...] Moi, si je fais de la désobéissance civile, c'est dans le but d'interpeler les politiques et de suggérer qu'on est là et qu'il y a quelque chose qui se prépare, une latence. [...] Et à mon échelle, je sais que j'ai tout à fait la possibilité de le faire. Et je pense que s'il n'y a pas un mouvement citoyen plus fort et pas « seulement » de la manifestation ou du plaidoyer, ça ne changera pas. »

Selon Manuel Cervera-Marzal, chargé de recherches FNRS en science politique à l'Université de Liège, la désobéissance civile est un outil qui, dans un État démocratique, permet de réagir, dans l'immédiat, à des lois (ou pratiques) injustes. De ce point de vue, il ne s'agit pas de délinquance¹⁵, et ce même lorsque la désobéissance prend la forme de « violences », pour la plupart contre des objets symbolisant le capitalisme (banques, panneaux publicitaires, filiales de multinationales,...)¹⁶, ou de comportements de défense contre les forces répressives de la police. Pensons par exemple aux black blocs, aux gilets jaunes ou aux « émeutiers » de la place Saint-Lambert du mois de mars 2021.¹⁷

Les désobéissant·es sont à la fois mu·es par des convictions et des **valeurs très ancrées**, et par une forte **colère**, proportionnelle à l'importance des inégalités systémiques. C'est pourquoi iels ressentent le besoin urgent d'être **dans l'action** et de viser au plus près les symboles des systèmes de domination. M., militante noire sans-papiers à la Voix des Sans-Papiers, nous confie en effet qu'elle ressent un profond « ras-le-bol » vis-à-vis du gouvernement et de ses politiques anti-immigration. R., précédemment militante racisée au Collectif 8 mars, nous explique que sa colère est liée au fait qu'elle se situe en première ligne pour encaisser les conséquences des inégalités (en tant que mère solo, en tant que femme ayant migré plus ou moins récemment, ...).

¹⁵ En termes d'analyse politique, non au vu de la loi.

¹⁶ « Le caractère non-violent de la désobéissance réside dans le refus radical de porter atteinte à l'intégrité physique ou morale de l'adversaire. » ; « La force physique exercée contre la propriété est qualitativement différente de celle exercée contre une personne, et l'on ne saurait réduire l'identité d'un être humain à l'ensemble de ses possessions, de sorte qu'on ne peut réellement parler de « violence » pour désigner les atteintes aux biens. » Source : Manuel CERVERA-MARZAL, *Désobéir en démocratie*, op. cit., p. 26 & 22.

¹⁷ Nous avions proposé une grille de lecture de ce type de « violences » dans une précédente analyse : sandre roubin, « La violence des opprimé·es », CVFE, 2020. Disponible sur : <https://www.cvfe.be/publications/analyses/331-la-violence-des-opprime-es> (Consultée le 09/06/2020)

Pourquoi ce choix de la désobéissance ?

L. nous confie que pour elle, la désobéissance civile, « c'est un **moyen d'action rapide** », « une action **visible** », quelque chose qui lui permet de **s'exprimer**.

L. nous dit ensuite que ça lui fait un « **bien fou** », que ça lui procure une « poussée d'adrénaline » au moment où elle désobéit, et qu'elle aime particulièrement le « côté ludique et enfantin » qu'il y a derrière certaines formes de désobéissance civile. V., jeune militante cis blanche d'Entre-murs entre-mondes, nous partage son expérience, qu'elle décrit comme exaltante, avec le centre social autogéré :

« C'était nouveau pour moi, braver l'interdit et faire quelque chose en quoi on croit. Et du coup, il y avait un peu une exaltation comme ça. Et tout le monde était dans le même état parce que personne n'avait jamais squatté. Et c'était tout intense ! Le premier été qu'on a passé, il faisait beau, il y avait plein de gens qui venaient tout le temps. Je pense que je n'ai jamais rencontré autant de personnes différentes. Il y avait les Gilets Jaunes qui venaient, même les gens avec qui je squattais, je ne connaissais pas la plupart. Et tout le monde était bienvenu et genre "venez habiter avec nous et on va faire quelque chose ensemble de toute cette énergie-là", c'était absolument dingue ! »

V. nous dit aussi que ça lui fait du bien, qu'elle **s'amuse**. Et qu'elle ignore le **résultat concret** auquel ça mène mais que de toute façon, elle n'aurait pas envie de faire autre chose. Elle n'irait « quand même pas [se] taper dans un boulot avec des horaires. » En d'autres mots, elle nous dit : « Je pense qu'un des trucs clés pour réussir à continuer à militer, c'est de faire des trucs qui nous font plaisir, et que ça ne soit pas juste tout le temps une recherche d'efficacité. ». Les mots de V. ne signifient pas qu'elle ne se préoccupe pas de l'efficacité des actions de désobéissance civile. Elle pointe cependant l'importance d'en retirer du plaisir.

L'impact et l'utilité des actions de désobéissance civile

L'impact des actions de désobéissance civile est de toute façon assez difficile à évaluer quand l'effet se dessine sur le moyen ou long terme. Comme C., militante cis blanche à La Tête Haute et au Glue Gang, nous le dit, elle ne peut que supposer que telle action ait favorisé telle loi ou telle prise de conscience. On peut en effet affirmer qu'une des grandes implications de la désobéissance civile est qu'elle interroge en grande partie les consciences des individus, et que par conséquent ses effets pragmatiques sur la loi ne se font pas nécessairement ressentir directement. C'est ce qu'Alexander Sell, philosophe, met particulièrement en évidence : selon lui, la désobéissance civile est un moyen efficace pour provoquer un changement social car elle permet de donner une voix aux opprimé·es, autrement ignoré·es, qui démontrent sur l'espace public l'absurdité de la loi à laquelle iels s'opposent. « *Elle agit comme un mécanisme qui oblige les individus à se confronter aux contradictions entre*

l'éthique et la loi »¹⁸ et les confronte individuellement à leur propre système de croyances.

Parfois le sentiment d'avoir eu un impact est beaucoup plus tangible, comme celui de N. par rapport à l'arrêt des visites domiciliaires, qui est survenu quelques mois après l'action d'occupation des bureaux de l'ONEM qui sera décrite plus bas. Ou quand la cible répond publiquement¹⁹ à une action, telle le festival Esperanzah, qui avait reçu la visite de la Barbe Liège sur sa scène en 2018. Depuis, iels visent la parité sur leur affiche mais aussi au sein de leur équipe.

L'impact est en effet plus évident à mesurer quand les actions cherchent à avoir un effet direct. C'est le cas de l'occupation de la Chartreuse, au sujet de laquelle nous sommes heureuses de rapporter qu'un accord avec le Bourgmestre a été trouvé en cette veille de publication de l'étude, à l'automne 2022. Ainsi, la société Matexi ne pourra pas poursuivre de projet immobilier sur le site.²⁰ De la même manière, les actions de Stop Alibaba & co pourraient avoir un impact très clairement identifiable elles aussi puisqu'elles visent spécifiquement, depuis deux ans maintenant, l'extension de l'aéroport de Liège.

Les piquets de grève ou certaines actions des Gilets Jaunes ont également des implications directes. Dans ces situations, la répression policière est dès lors très forte. C'est ce que F., militant cis blanc au Front Antifasciste, nous explique :

« Les piquets de grève, c'est une des actions qui je pense est la plus efficace, parce qu'on n'est plus dans le symbolique, on est dans de la logistique, on empêche que le marchand soit en train de fonctionner, on empêche qu'une usine soit en train de tourner et on empêche que des marchandises soient acheminées. Mais ça attire beaucoup plus de répression, et c'est autant le cas pour la FGTB²¹, quand elle a osé refaire des "actions courageuses", que pour les gilets jaunes. Les gilets jaunes en Belgique n'étaient pas beaucoup, mais ils et elles ont quand même organisé des actions qui ont eu un impact assez fort, dont bloquer les raffineries, et par conséquent ils ont subi une très forte répression policière. »

Le centre social Entre-murs Entre-mondes connaît également bien la répression policière puisque la police a cherché à les expulser de deux bâtiments vides qu'il occupait. C., de manière générale, ressent d'ailleurs que « la répression policière est si forte qu'il y a très peu de moyen de faire quelque chose ».

¹⁸ Alexander SELL, "The Function and Efficacy of Civil Disobedience", *Aquila – The FGCU Student Research Journal*, Vol. 2, n°1, 2016, pp. 26-27.

¹⁹ Esperanzah, « Focus sur notre affiche paritaire ! ». Disponible sur : <<https://www.esperanzah.be/focus-sur-notre-affiche-paritaire/>> (Consulté le 27/09/2022)

²⁰ Un air de Chartreuse, « CHARTREUSE : UN ACCORD EST TROUVÉ ». Disponible sur : <<https://chartreuse-liege.be/>> (Consulté le 26/09/2022)

²¹ Fédération Générale du Travail de Belgique

De la même façon, Manuel Cervera-Marzal observe que de tout temps, « du mouvement des droits civiques aux antimilitaristes allemands, les pouvoirs politiques n'ont cessé de réprimer [les désobéissant·es] [...] ». « Étrangement, écrit Michel Foucault, cette pensée [de promotion de la justice] semble avoir fait plus peur que l'illégalité elle-même ». »²². Autrement dit, ce qui dérange les politiques, ce serait moins la pratique de la désobéissance civile – toujours marginale et maîtrisée par l'État – que ses idées.²³

Le risque d'épuisement versus militer dans la joie

Il arrive que les militant·es se sentent affecté·es par le peu d'avancées obtenues. T., militant·e blanche non-binaire²⁴, se dit parfois que la désobéissance, « *c'est trop énergivore par rapport à ce que ça représente comme gains en termes politiques* ». La tâche elle-même que les militant·es se fixent peut leur paraître immense et il arrive qu'iels se découragent face à ce constat. C'est ce que nous dit G. :

« Parfois je me pose la question de l'utilité de ce qu'on fait. Mais il y a toujours des gens pour dire qu'en fait oui c'est utile et je ne sais pas à quel point ils disent ça pour se convaincre. En fait, la tâche me paraît tellement grande que parfois on perd un peu espoir. Mais c'est bizarre, c'est comme si on devait nourrir notre foi comme un chrétien. Je crois qu'il y a des militants, c'est pareil, ils doivent ne pas oublier d'y croire parce que sinon, on peut se laisser abattre par une perception des choses très, très pessimiste et à quoi boniste, et fataliste. Moi, je suis un peu toujours entre les deux. »

T. ressent aussi que la lutte peut être ardue. Elle se déroule de plus dans un cadre qu'elle ressent comme tenant peu compte des affects :

*« Avec les gens avec qui je trainais, c'était dur de remplir des besoins de sécurité, d'affection, ... Parce que tout le temps en fait, on parle de lutter, d'ennemis, de prendre des risques et tout. Et en fait ça a commencé à me saouler que tous les gens autour de moi c'était juste ça, le lien qui nous réunissait. [...] Tu ramènes tout toujours à une idéologie et pas à des affects, tu vois ? Tu ne te bats pas pour tes amis ou ta famille ou toi-même. Tu commences à te battre pour quoi ? Genre **le monde** ! »*

C'est pour ça qu'une partie des militant·es mettent régulièrement l'accent dans leur discours sur **prendre soin de soi et des autres**, car le domaine du militantisme peut être assez éprouvant. Une partie d'entre elleux prônent également une lutte dans la joie et dans le ressenti de ses affects²⁵, plutôt que dans une posture qui se

²² Manuel CERVERA-MARZAL, *Désobéir en démocratie*, op. cit., p. 11.

²³ *Ibid.*

²⁴ La non-binarité est « un terme parapluie qui regroupe toutes les identités de genres qui ne sont ni exclusivement féminines ni exclusivement masculines ». Source : <https://www.cosmopolitan.fr/non-binarite-etre-non-binaire-ca-veut-dire-quoi,2054424.asp> (Consulté le 28/08/2022)

²⁵ C'est le sujet du livre « Joie militante », de carla bergman et Nick MONTGOMERY, dont voici un extrait du quatrième de couverture : « *La joie, au sens spinoziste du terme, renvoie à notre capacité à affecter et être affecté·e·s, à prendre activement part à la transformation collective, à accepter d'en être bouleversé·e·s. La joie telle qu'elle nous est ici proposée est une façon d'habiter pleinement nos mondes, nos attachements, plutôt que de chercher à les diriger.* » Source : Marion DOS SANTOS Clara, « Être non-

révèle être assez pessimiste et dans le mode du sacrifice de soi. Afin de l'illustrer, C. nous parle des émotions qu'elle était si heureuse de vivre lors du Cortège de Braises :

« Moi j'essaye d'expliquer à ma maman pourquoi j'étais allée danser sur le pont Saint-Léonard alors que c'était le couvre-feu et que du coup je risquais une amende. C'est un truc tout bête, on n'a rien gagné mais, je ne sais pas, le fait de danser tous ensemble sur le pont alors que ça faisait des mois qu'on n'avait plus pu faire quoi que ce soit... [...] C'était beau de faire quelques fuck aux flics. C'était un beau moment, on a juste mis de la musique et on dansait, ce n'était pas grand-chose. Et on était juste nassé-es sur un pont, ce n'était pas ouf à la base. Mais on a rendu ça un peu joyeux et toute la manifestation au final était très joyeuse avec des danseurs, des cracheurs de feu, ... C'était très festif au final. Il n'y avait rien de bien violent mais c'était quand même de la désobéissance civile. » ; « Je suis contente d'avoir eu un peu de joie dans le cœur, un petit moment. Je crois que c'est important et je continuerai même s'il n'y a pas de retombées directes. »

La stratégie en désobéissance civile

On perçoit ainsi dans ces derniers propos qu'il se dessine une forme de tension entre l'importance de ressentir de la joie dans la lutte et le niveau d'efficacité des moyens mis en œuvre lors de l'action.

A., de son côté, militante noire handicapée, pointe particulièrement l'importance de s'interroger par rapport à la **stratégie** qui est menée : *« Concrètement, qu'est-ce que tu vas faire ? Quelle est ta stratégie ? Quelle est, concrètement, l'ossature de tes actions ? »*, car *« on est fort dans les idées mais il faut du **concret**. Parce que le quotidien et les discriminations, les préjugés et les luttes sont justement des choses concrètes : c'est des altercations dans la rue, ce sont des violences dans le couple, dans les relations, c'est du vol, c'est du non-respect des conditions de travail, ou même l'absence de contrat de travail sous prétexte que tu n'as pas les papiers... »*.

« Parmi les mécanismes influant directement sur les succès de l'action directe non-violente, cinq semblent particulièrement importants : les ateliers de formation à la non-violence, le choix du bon objectif, l'unité et l'organisation du groupe, la prise d'appui sur l'opinion publique et le dosage adéquat entre persuasion et coercition. », Manuel Cervera-Marzal²⁶

G. trouve aussi que le plus difficile dans le milieu de la désobéissance, c'est de mobiliser et de *« questionner la pertinence de nos actions par rapport aux enjeux »*.

F. pense d'ailleurs, en évoquant l'homogénéisation du milieu, que c'est l'absence d'un travail de fond qui va finir par gravement fragiliser les collectifs :

binaire, ça veut dire quoi ? », *Cosmopolitan*, 9 décembre 2021. Disponible sur : <https://www.editionsducommun.org/products/joye-militante-carla-bergman-nick-montgomery-traduction-juliette-rousseau> (Consulté le 06/06/2022)

²⁶ Manuel CERVERA-MARZAL, *Désobéir en démocratie*, op. cit., p. 90.

« On n'a pas réussi à éviter l'entonnoir d'homogénéisation. Et moi, à titre personnel, je pense qu'on peut en ressortir sans souci ou même créer autre chose aussi, parce qu'à Liège il y a vraiment un potentiel de ouf. Et donc, est-ce qu'on est suffisamment, maintenant, à être gêné-es par ça pour le prendre en main ? Je crois que oui. Par contre, dans mon collectif, le fait qu'on n'en fasse pas une priorité parmi tous les trucs en retard, c'est ça qui va nous enterrer au fur et à mesure. Tu vois, si on ne se rend pas compte que l'urgence ça ne suffit pas. Il faut aussi un travail de fond. »

G. insiste, elle, au contraire sur ce sentiment d'urgence : *« on n'a pas le temps de prendre du recul pour se demander si ce qu'on fait est encore pertinent et [...] on y va à fond parce que on n'a plus le temps de réfléchir, il faut agir. »* C'est ce que critique A., militante noire, qui croit davantage en un travail sur le long terme, afin d'asseoir le noyau dur du groupe :

« Je trouve que dans la culture rwandaise, il y a une espèce de force tranquille, l'idée de prendre le temps de mener ta stratégie pour parvenir à tes fins, alors que, je trouve, dans la culture européenne, en l'occurrence ici belge, il y a un côté où il faut tout de suite que ce soit efficace. Parce que si ce n'est pas efficace tout de suite, les gens vont se casser, les gens vont se lasser, etc. Alors je trouve qu'on critique beaucoup la culture plutôt africaine ou en tout cas du Sud, où on dit "ouais mais vous vous bougez quand ? Il y a quand du résultat ?", etc., mais ici c'est beaucoup de la débrouillardise je trouve qu'on voit sur le long terme. En Afrique, il y a plus de soudure dans le groupe et les victoires sont peut-être moins tape-à-l'œil mais le socle du groupe a tendance à être beaucoup plus solidaire et dure sur le plus long terme, alors qu'ici, je trouve, dans les groupes, c'est fort l'histoire de quelques réunions et puis après ça a tendance à pourrir et après on se demande "qu'est-ce qu'on fait là quoi ?". Alors que si tu consolides tes trucs petit à petit, après t'as un noyau dur qui reste quoi qu'il arrive. »

R. met particulièrement l'emphase sur l'importance de consolider un mouvement :

« Si tu veux que les quartiers répondent, tu dois les convaincre, tu dois séduire, tu dois créer un mouvement, une base. Mais le collectif [dont j'ai fait partie] est resté entre soi, entre militants, jeunes et sympas. Pour moi, dans l'action politique, il y a deux côtés : soit tu fais des choses publiques et tu partages massivement, soit tu fais des choses pour des copains, mais ça, tu peux le faire à côté. Ce n'est pas de là que va partir un mouvement plus large. »

La désobéissance civile pourrait dans ce sens être une forme de réponse à un problème plus large : celui de l'isolement des personnes, du manque de partage, d'échanges, de création avec nos semblables. La famille nucléaire et l'individualisme suintants nous confinent dans nos petits espaces fermés, alors que les communautés ont tant à apporter, en termes d'entraide notamment. C'est ce que nous transmet G. :

« Comment est-ce qu'on recrée du commun en Occident ? Comment est-ce qu'on casse l'atomisation des gens dans leur maison, qui ont du mal à se mobiliser, même à l'échelle d'un quartier ou même parfois d'une colocation ? »

La désobéissance civile pourrait constituer une réponse particulièrement pertinente en raison des marges de liberté qu'elle permet, n'étant a priori dépendante d'aucun socle étatique ou institutionnel.

La désobéissance, un art de vivre

Les quelques paragraphes précédents laissent entrapercevoir que la désobéissance, ou la militance de manière générale, semble être un **art de vivre** pour la plupart. Nombreux·ses sont ceux qui nous ont dit « désobéir au quotidien » : à la fois dans leurs actions directes et via leurs emplois salariés, que ce soit dans leur refus à un niveau plus individuel de répondre positivement aux injonctions de l'État qu'ils jugent injustes (en choisissant par exemple d'apporter une aide solidaire aux nécessiteux·ses durant le confinement), ou dans leur volonté de lutter, quel que soit le contexte, contre toute forme de violence. L., prof, a rejoint un collectif qui vise à créer un « type d'école différente, avec des pédagogies alternatives et une participation des jeunes plus importante ». D., militant·e blanc·he, est salarié·e dans un collectif d'éducation permanente. A. nous dit lutter à travers les formes d'art que sont le stylisme, la couture et la peinture.

Le cas de V. et M. qui vivent en squat est particulier. On peut dire que leur projet politique traverse complètement leur quotidien, des actions politiques qu'elles mènent jusqu'à leur manière de se loger en communauté, de se nourrir, ... au cœur de cette même communauté qui élabore ensemble les projets de désobéissance civile. C'est en quelque sorte du militantisme H24. « Le simple fait » de vivre dans un squat constitue en lui-même une action de désobéissance civile, et un moyen de combler un gros manquement politique relatif à l'accès au logement. Le projet de V. consistait à la base en un centre social autogéré, « *un lieu de rencontre où on essayait de remettre un lieu à la disposition des habitants du quartier, de proposer des activités culturelles, politiques, de pouvoir être un endroit où des militants de différents horizons, se rencontrent* ». C'était un « *catalyseur à action : un endroit où on faisait des assemblées, des luttes et où on pouvait directement avoir 6 personnes sous la main si on voulait sortir le soir pour faire une action. Et au fur et à mesure, c'est devenu mon mode de vie presque. Et toute cette manière de rencontrer les gens, de vivre avec les gens, de faire des réunions, de gérer les tensions, de gérer la bouffe, de partager presque tout, j'y ai fort accroché, alors que je n'y aurais peut-être pas cru à la base.* »

M. vit également en squat, davantage parce qu'elle a moins de choix niveau logement en raison des politiques anti-immigré·es.²⁷ Elle vit avec 14 autres personnes et

²⁷ « *Nous entendons tous les jours des discours d'impuissance et de haine à l'égard des exilé·e·s. Dans ces discours, il y a deux idées directrices. La première c'est que ces exilé·e·s constitueraient un problème pour le pays dans lequel ils se trouvent : si ça va mal, ça serait à cause d'eux. La seconde est qu'on serait dans l'impossibilité d'accueillir « la déferlante qui nous envahit » – la phrase « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde » résume bien cette posture.*

s'adonne également avec elles à des activités politiques : « *S'il y a des manifestations, on y va ensemble, pour ceux qui sont disponibles. Et sinon, s'il y a les réunions de la Voix des sans-papiers, on se réunit, les 52 du collectif, plus les autres sans-papiers qui sont à Liège. Et souvent, même des individus qui ne sont pas de Liège se joignent aux manifestations, aux réunions, aux AG, ...* ».

Enfin, certain·es s'interrogent par rapport à la **place que prend la désobéissance** dans leur vie. G. dit avoir l'impression d'être en lutte sans arrêt. « *Mais on s'habitue en fait, jusqu'à ce qu'on n'ait plus d'énergie.* » Car la lutte « *c'est souvent après le boulot, sur tes vacances, ...* » nous dit A. C'est pourquoi certain·es (qui peuvent avoir le choix), comme L., décident de travailler à mi-temps, pour pouvoir militer ainsi que prendre soin de soi.

A. de son côté prône plutôt une réorganisation des luttes, avec notamment davantage de synergie entre les collectifs, pour permettre aux militant·es d'économiser un peu de cette énergie qui menace si souvent de s'épuiser.

Quels types d'actions ?

La désobéissance civile à Liège est assez diversifiée. Beaucoup de ses initiatives consistent en des **actions de sensibilisation et de revendication**, via :

- des collages de slogans féministes intersectionnels : Le Glue Gang colle la nuit en petits groupes des slogans tels que « le patriarcat tue ! », « l'avortement est un droit pas un débat », « Sauvons la Chartreuse », « Pas une voix pour Le Pen », « No one is illegal », « les femmes trans sont des femmes », « Étudiantes précaires on est avec vous », « lesbienne n'est pas un fantasme »,...²⁸



Le contenu des slogans indique que les colleur·euses du Glue Gang adoptent un regard intersectionnel et sont sensibles aux différents systèmes de domination qui

Dans les deux cas, les exilé·e·s sont perçu·e·s comme une menace : dans le premier cas, leur « culture » fantasmée, leur « religion » fantasmée, leurs « coutumes » fantasmées seraient dangereuses pour l'Europe (elle aussi, bien sûr, fantasmée). Dans le second cas, il serait impossible d'accueillir dignement des exilé·e·s sans détraquer l'économie du pays : dans la bouche de certains, c'est donc même pour leur bien, par souci de respect pour leur dignité qu'on les refuse, comme on les repousse en mer par ailleurs pour les aider à s'affranchir des passeurs qui les spolient. »

Source : Migrations libres, « Précaires et exilé·e·s : une nécessaire lutte commune ». Disponible sur : <https://migrationslibres.be/lutte-commune/> (Consulté le 09/05/2022)

²⁸ Instagram, « Glue gang Liège ». Disponible sur : https://www.instagram.com/gluegang_liège/ (Consulté le 28/08/2022)

s'entrecroisent : le sexisme, l'anthropocentrisme²⁹, le racisme, le fascisme, le cissexisme³⁰, le classisme³¹, l'homophobie, etc.

Les militant·es du collectif La Barbe Liège, qui habituellement font des intrusions intempestives lors d'évènements (voir un peu plus bas), s'étaient en partie reconverti·es lors du confinement pendant lequel tous les évènements avaient été interdits et où iels se sont dès lors essayé·es au collage. « Dans cinq féminicides, c'est Noël », « Votre morale nous tue », « Plus écoutées mortes que vivantes » : des exemples qui sont contextualisés dans un article très intéressant du magazine Espace de libertés, qui a interviewé des barbu·es et questionné leur modus operandi.³²

- des tags anonymes (« Justice for Mawda ») dans l'espace public ;
- des recouvrements et détournements d'affiches publicitaires : Liège sans pub colle également la nuit en petits groupes des messages, tels que le « #Greenwash, on → off », ici dans une action en front commun avec Extinction Rebellion, Liège pour le Climat et Greenpeace Liège en février 2021.



²⁹ Anthropocentrique est « cette position qui ne reconnaît de dignité morale qu'aux humains et laisse, en dehors de son champ, tout le reste, c'est-à-dire la nature, vue comme un ensemble de ressources. » Source : <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2010-4-page-405.htm> (Consulté le 03/05/2022)

³⁰ Le cissexisme est un « système de comportements, de représentations et de discriminations favorisant les personnes cisgenres au détriment des personnes trans ». Source : Wiktionary, « Cissexisme ». Disponible sur : <<https://fr.wiktionary.org/wiki/cissexisme>> (Consulté le 28/08/2022)

³¹ Le classisme « désigne toutes les formes de discriminations fondées sur l'appartenance à une classe sociale ». Source : Femmes de droit, « Classisme ». Disponible sur : <<http://femmesdedroit.be/informations-juridiques/abecedaire/classisme/>> (Consulté le 28/08/2022)

³² Julie LUONG, « Collages féministes : action directe par temps de pandémie », *Espace de libertés*, 14 février 2022. Disponible sur : <<https://edl.laicite.be/collages-feministes-action-directe-par-temps-de-pandemie>> (Consulté le 04/05/2022)

Iels avaient commenté sur facebook cette action, qui visait à « *questionner la dépendance de notre société aux énergies et le greenwashing permanent du secteur... L'énergie est un bien précieux. Toutes les énergies ont un impact (plus ou moins négatif) sur l'environnement. Réfléchissons donc collectivement aux usages que l'on veut en faire et aux moyens de la préserver. Il y va de l'intérêt commun et de l'avenir du vivant sur notre planète.* »³³

Ainsi, à l'instar du Glue Gang (et de la plupart des collectifs militants), Liège sans pub développe aussi une conscience intersectionnelle, et collabore régulièrement avec d'autres collectifs. Par exemple, avec La Tête Haute en février 2020, qui avait organisé une action pour la Saint-Valentin, en parodiant notamment des publicités pour une comédie musicale.³⁴

Iels filment ou photographient régulièrement leurs actions qu'ils postent sur facebook. Iels nous laissent notamment entrevoir le déroulé d'une action dans la vidéo qu'ils ont postée le 17 février dernier, qui visait à dénoncer le greenwashing de Total.³⁵



- des prises de paroles intempestives lors d'évènements : les militant·es de la Barbe font irruption lors d'évènements et tiennent des discours ironiques qui félicitent les hommes pour leur capacité à rester entre eux. Elles se disent un « collectif de soutien et d'encensement aux conseils d'administrations, panels de débat, invités vedettes, etc. parvenant à résister à la féminisation rampante ». Un ton qui nous fait bien sourire !

Pour exemple, le 13 octobre 2019, La Barbe Liège était allée « féliciter le Centre d'action laïque [...]. Pour son 50^e anniversaire, le CAL célèbr[ait] une "universalité" toute masculine, en témoign[ai]ent sa programmation et son organisation interne. » Sont disponibles sur leur page facebook leurs discours, des photos et même une vidéo de l'évènement.³⁶

³³ Facebook, « Liège sans pub », 25 février 2021. Disponible sur : <https://www.facebook.com/liegesanspub/posts/3615948345180885> (Consulté le 04/05/2022)

³⁴ Facebook, « Liège sans pub », 14 février 2020. Disponible sur : <https://www.facebook.com/liegesanspub/posts/2654900214619041> (Consulté le 04/05/2022)

³⁵ Facebook, « Liège sans pub », 17 février 2022. Disponible sur : <https://www.facebook.com/watch/?v=488495685954760> (Consulté le 03/05/2022)

³⁶ Facebook, « La Barbe Liège », 13 octobre 2019. Disponible sur : <https://www.facebook.com/labarbeliege/posts/pfbid0Cn4d8gfCQWhnW9GWhvyxxu5B7FxDgwMaQXPL74dJkUHqeFuhqGgQSuRREzGwJSN9l> (Consulté le 04/05/2022) ;

Facebook, « La Barbe Liège », 20 octobre 2019. Disponible sur : <https://www.facebook.com/watch/?v=2304370833209048> (Consulté le 04/05/2022)



- des irruptions diverses lors d'évènements : En novembre 2013, Ginger réalisait l'opération « Bas-Bleus »³⁷, dont une membre nous a fait le récit : « Opération "Bas-Bleus", du terme péjoratif utilisé au 19^{ème} siècle pour désigner les femmes qui se mêlaient de vouloir écrire. Devant le peu d'autrices présentes tant dans la sélection des prix que dans celle des stands de la Foire du Livre politique de Liège, les Ginger, ayant revêtu de maâââgnifiques chaussettes d'un bleu Schtroumpf du plus bel effet se sont rendues de stands en stands, mais également auprès des visiteurs et organisateurs pour les interroger sur la potentielle origine de ce déficit. Quelques belles passes d'armes avec des participants qui ne voyaient pas le problème. »
- des manifestations non autorisées : d'autant plus depuis l'arrivée du covid... et par exemple, le Cortège de Braises.

Le 28 novembre 2020, Place Saint-Lambert, un groupe d'individus, qui se qualifiait de « personnes qui se mettent ensemble pour provoquer [d]es instants suspendus et [d]es rencontres »³⁸, invitait les citoyen·nes à prendre la rue contre le couvre-feu et pour des mesures sanitaires solidaires, appelaient à la désobéissance. Car pour elleux, « [m]anifester est un droit fondamental (comme le droit de réunion, de rassemblement et de déplacement) »³⁹ pour lequel iels n'ont pas à demander d'autorisation. Iels invitèrent également les gens à « s'intéresser aux initiatives de lutte et de solidarité qui existent près de chez [eux] et à vérifier comment les soutenir, à sortir sur le pas de [leur] porte à 22h [heure du début du couvre-feu],

³⁷ Une analyse CVFE a été rédigée suite à cette action : Florence RONVEAUX, « Les Ginger remettent le prix "Bas Bleu" aux organisateurs de la 5^e Foire du Livre politique de Liège », CVFE, décembre 2013. Disponible sur : <<https://www.cvfe.be/publications/analyses/247-les-ginger-remettent-le-prix-bas-bleu-aux-organisateur-de-la-5e-foire-du-livre-politique-de-liege>> (Consulté le 23/09/2022)

³⁸ Facebook, « Contre le couvre-feu, pour des mesures sanitaires solidaires ». Disponible sur : <<https://www.facebook.com/events/652597602079487>> (Consulté le 04/05/2022)

³⁹ *Ibid.*

à se réunir sur les places publiques [des] quartiers et à partager de la chaleur, à rallumer nos feux, et à se rassembler ensemble »⁴⁰. Cet appel faisait suite à l'impréparation et au manque de volonté des autorités dans la lutte contre le virus COVID19.

- des happenings⁴¹ : Riposte (des chômeur·euses et travailleur·euses engagé·es) et Ginger (groupe « féministe, citoyen, volontaire »⁴²) ont co-organisé une action au Salon de l'emploi du 15 octobre 2020⁴³. Iels ont distribué des flyers dénonçant l'article 63§2⁴⁴, la limitation des allocations de chômage dans le temps, le fait de devoir se vendre pour trouver un travail et la responsabilisation individuelle du fait d'être au chômage. Iels ont aussi occupé l'espace en scandant les slogans repris sur leurs pancartes, tels que « Prêt·e à ruiner sa santé pour un job et toi ? » ou « Prêt·e à devenir un mec pour un job et toi ? ».



⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Un happening est un « [s]pectacle qui, se déroulant aussi bien dans la rue, prend la forme d'une improvisation qui cherche à provoquer la réaction spontanée et créative des spectateurs ». Source : La langue française, « Happening ». Disponible sur :

<<https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition/happening>> (Consulté le 22/08/2022)

⁴² Il s'est mis en place en 2011 dans la foulée des sessions d'apprentissage de l'autodéfense féministe organisées par l'équipe d'éducation permanente du CVFE.

Pour en savoir plus : Collectif, « Itinéraire d'un groupe féministe citoyen. Comment s'y élaborent les idées collectives et les mises en action autour d'une visée commune ? », CVFE, 2015. Disponible sur :

<<https://www.cvfe.be/publications/analyses/220-itineraire-d-un-groupe-feministe-citoyen-comment-s-y-elaborent-les-idees-collectives-et-les-mises-en-action-autour-d-une-visee-commune>> (Consulté le 04/05/2022)

⁴³ Riposte-CTE, « Riposte.Cte et Ginger au salon de l'emploi », Octobre 2020. Disponible sur :

<<https://riposte-cte.tumblr.com/post/64566570566/des-images-de-notre-action-de-ce-mardi-15-octobre>> (Consulté le 13/09/2022)

⁴⁴ L'article 63§2 consiste en « la réduction à trois ans de l'allocation d'attente, devenue allocation d'insertion » qui entraîna à partir de 2015 l'exclusion de dizaines de milliers de salarié·es des prestations sociales chômage.

Source : Riposte-CTE, « Archives ». Disponible sur : <<https://riposte-cte.collectifs.net/wp/tag/lutte>> (Consulté le 22/05/2022)

En décembre 2019, la Tête Haute déversait des litres de faux sang devant l'entrée de l'université de Liège place du XX août, distribuait des tampons et des serviettes gratuites, et diffusait et collait des tracts afin de dénoncer son manque d'initiative vis-à-vis des besoins menstruels de ses étudiant·es.⁴⁵

- des affichages non autorisés de flyers : Le vendredi 11 janvier 2019, « les membres de Migrations Libres et du Comité de soutien à la Voix des Sans-Papiers de Liège ont mené une action de sensibilisation à la situation des Sans-Papiers dans les bus de Liège. En reprenant les slogans des bus TEC « Tellement en commun » et « Ça nous rapproche », [iels] souhait[aient] rappeler les revendications communes des migrant·e·s et des Sans-Papiers. Pour certaines personnes, même prendre le bus est prendre un risque. »⁴⁶ Les solutions qu'iels préconisent ? « La fermeture des centres fermés, prisons pour personnes étrangères. [Et] une régularisation massive et inconditionnelle des Sans-Papiers qui le souhaitent. »⁴⁷



⁴⁵ Facebook, « la tête haute », 13 décembre 2019. Disponible sur : <https://www.facebook.com/watch/?v=2223100267984550> (Consulté le 10/05/2022)

⁴⁶ Migrations libres, « Action dans les bus de Liège », janvier 2019. Disponible sur : <https://migrationslibres.be/action-dans-les-bus-de-liege/> (Consulté le 13/09/2022)

⁴⁷ *Ibid.*

La désobéissance civile peut aussi prendre la forme de **blocages**⁴⁸ et **d'occupations**⁴⁹ :

- à l'image de la ZAD⁵⁰ (Zone à défendre) de la Chartreuse, qui s'inscrit depuis mars 2022 dans la lignée de celles de Notre-Dame-des-Landes⁵¹, de Haren⁵² ou d'Arlon⁵³.

« Le 27 mars dernier, suite à la menace imminente de bétonisation du parc de la Chartreuse à Liège, des riverain.e.s et des militant.e.s ont investi la zone et édifié des barricades afin de protéger l'espace vert et humide des machines du promoteur immobilier Matexi. » Le site infoLibertaire a rédigé un texte contextualisant et mettant en images l'action des défenseur·euses du bois.⁵⁴



- des manifestations de longue durée sur l'espace public : à l'instar du mouvement Nuit Debout, qui est un ensemble de manifestations sur des places publiques né fin mars 2016 à Paris à la suite d'une manifestation contre la loi Travail. Le mouvement s'est étendu sur une centaine de villes, dont Bruxelles et Liège. « Ce mouvement social est pluriel et cherche à construire une "convergence des luttes". Sa revendication initiale, le refus de la loi Travail, s'élargit à une contestation plus

⁴⁸ Un blocage est le « [f]ait d'empêcher le fonctionnement habituel de (un établissement). *Le blocage d'une usine, d'une université.* » Source : Le Robert, « Blocage ». Disponible sur : <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/blocage> (Consulté le 22/08/2022)

⁴⁹ Une occupation est l'« [a]ction d'occuper (un lieu, un espace) sans autorisation ou par la force; résultat de cette action. » Source : cnrtl, « Occupation ». Disponible sur : <https://www.cnrtl.fr/definition/occupation> (Consulté le 22/08/2022)

⁵⁰ « L'expression zone à défendre (ZAD) est un néologisme militant utilisé en France, en Belgique et en Suisse pour désigner une forme de squat à vocation politique, la plupart du temps à l'air libre, et généralement destinée à s'opposer à un projet d'aménagement (ainsi qu'à déployer des modes de vie autonomes). Les ZAD sont notamment constituées dans des espaces ayant une dimension environnementale ou agricole [...]» Source : Wikipédia, « Zone à défendre ». Disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Zone_%C3%A0_d%C3%A9fendre (Consulté le 05/05/2022)

⁵¹ Zone à défendre, « Qui sommes-nous ». Disponible sur : <https://zad.nadir.org/> (Consulté le 07/05/2022)

⁵² Zad de Haren, « Accueil ». Disponible sur : <https://haren.luttespaysannes.be/> (Consulté le 28/08/2022)

⁵³ Wikipédia, « Zad d'Arlon ». Disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/ZAD_d%27Arlon (Consulté le 07/05/2022)

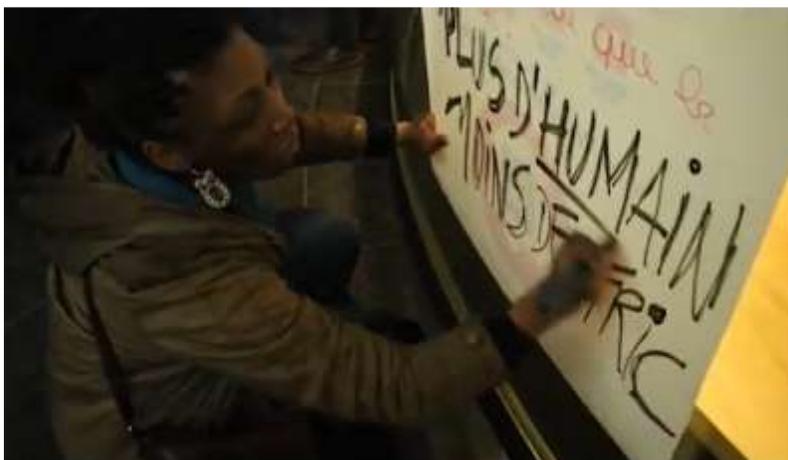
⁵⁴ infoLibertaire, « Liège (Belgique): la Chartreuse occupée, une nouvelle ZAD contre la bétonisation », 12 avril 2022. Disponible sur : <https://www.infolibertaire.net/liege-belgique-la-chartreuse-occupee-une-nouvelle-zad-contre-la-betonisation/> (Consulté le 05/05/2022)

globale des institutions politiques et du système économique. [...] [L]e mouvement fonctionne [...] sans leader ni porte-parole. Il est organisé en commissions et les prises de décisions se font par consensus lors d'assemblées générales, suivant les principes de la démocratie directe. »⁵⁵

Liège a donc « aussi décidé d'entrer en résistance pacifique, en regroupant chaque soir des anonymes désireux de changer le monde sur l'esplanade Saint-Léonard. [...] [I]ls ont en effet été près de 300 - selon les participants - au plus fort de l'événement pour débattre [...]. »⁵⁶

Ces occupations ont de nombreux points de comparaison avec celles du mouvement des Indigné·es né à Madrid en 2011 ou encore du mouvement Occupy né la même année en Malaisie et popularisé un peu plus tard aux États-Unis ainsi que dans le monde entier.⁵⁷

- des actions telles que celle contre Starbucks⁵⁸, d'Act for Climate Justice, qui a consisté à bloquer son entrée tout en servant du café aux désireuxes, et à sensibiliser au fait que l'entreprise est une des plus écocides de la planète ;



ou encore l'occupation des bureaux de l'ONEM de Chômeurs pas chiens. Ci-après, le récit de l'action⁵⁹, qui relate assez bien le déroulé des faits, l'ampleur du dispositif ainsi que l'intensité qui semblait s'en dégager :

⁵⁵ Wikipédia, « Nuit debout ». Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Nuit_debout> (Consulté le 29/05/2022)

⁵⁶ SUDINFO, « «Nuit Debout»: le mouvement est lancé à Liège », 11 avril 2016. Disponible sur : <<https://www.sudinfo.be/art/1546271/article/2016-04-10/nuit-debout-le-mouvement-est-lance-a-liege>> (Consulté le 29/05/2022)

⁵⁷ Wikipedia, « Occupy Dataran ». Disponible sur: <https://en.wikipedia.org/wiki/Occupy_Dataran> (Consulté le 14/09/2022)

⁵⁸ Facebook, « Act For Climate Justice », 16 mars 2019. Disponible sur : <<https://www.facebook.com/watch/?v=658951624545410>> (Consulté le 13/09/2022) ; Act For Climate Justice, « Action directe contre Starbucks pendant le rassemblement climat à Liège ». Disponible sur : <<http://actforclimatejustice.be/action-directe-contre-starbucks-pendant-le-rassemblement-climat-a-liege/>> (Consulté le 13/09/2022)

⁵⁹ Philippe BODEUX, « LIEGE Le collectif «Chômeurs pas chiens» mène une action radicale Les défenseurs des chômeurs à l'assaut de l'Onem », 28 mai 1999. Disponible sur : <<https://www.lesoir.be/art/liege-le-collectif-chomeurs-pas-chiens-mene-une-action-t-19990528-Z0GUD3.html>> (Consulté le 13/09/2022)

« La sortie des bureaux, 17h. Accompagnés des euromarcheurs qui rejoignent Cologne et sa manifestation pour l'emploi, une petite centaine de manifestants pénètrent dans le bâtiment de l'Onem et gagnent le dernier étage. Dehors, 200 autres les encouragent. Avec des armoires métalliques, ils bloquent toutes les issues, des dossiers volent par les fenêtres. Barricadés, les membres du collectif exigent la venue du directeur qui se trouve à 150 km de là. But : lui faire signer une déclaration où il s'engage à arrêter les visites domiciliaires, les enquêtes sous dénonciation anonyme et décide en sa qualité de responsable d'administration de garantir le principe de présomption d'innocence et l'accès au dossier pour chaque chômeur convoqué à l'Onem. Deux heures plus tard, Jean-Gabriel Dethioux est là. A 22h, les membres du collectif quittent le septième étage et rejoignent le directeur qui demande : Pourquoi êtes-vous là? Les chômeurs vivent une situation de plus en plus répressive. Il n'y a plus moyen de se faire entendre autrement qu'en menant une action radicale. Nous voulons l'application du principe « Un individu, un droit, un revenu », exhorte Thierry membre de « Chômeurs pas chiens », la casquette de grand timonier ancrée sur sa tête. L'Onem ne fait pas la chasse aux chômeurs, répond le directeur. On vérifie les situations de cohabitants, parfois il y a des infractions, parfois elles sont conformes. - Et les dénonciations anonymes? tacent les membres du collectif. Elles sont acceptables, déclare Jean-Gabriel Dethioux. Un citoyen a le droit de dénoncer une situation dans l'intérêt de la population. Colère, haussement de voix. Ca va pêter dans la rue, se fâche Thierry. Les gens vivent des situations insupportables, se retrouvent au tribunal, sans revenu. Vous êtes sur une autre planète. Le directeur refuse de considérer ces situations particulières. Nous agissons avec humanité, conclut-il. Le dialogue de sourds est fini. La nuit passe. Le lendemain matin dans la rue, des membres du personnel de l'Onem soutiennent les manifestants terminant leur occupation. »

- les piquets de grève, qui sont organisés de manière assez régulière, à Liège et ailleurs : lors de ceux-ci, les « grévistes se réunissent à l'intérieur et aux alentours du lieu de travail. Le but pour les travailleurs grévistes est [...] de bloquer autant que possible la production, ce qui implique généralement de dissuader, voire d'empêcher [la direction et] les travailleurs non-grévistes d'aller travailler. Les grévistes qualifient généralement le fait de franchir le piquet pour aller travailler de tentative de « briser la grève », en particulier dans le cas des grèves reconduites régulièrement par un vote majoritaire des salariés (en Assemblée générale le plus souvent et à main levée). »⁶⁰

⁶⁰ Wikipédia, « Piquet de grève ». Disponible sur : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Piquet_de_gr%C3%A8ve> (Consulté le 07/05/2022)

- La grève féministe : Chaque année, les groupes locaux du Collecti.e.f 8 maars « mobilisent à leur échelle et à leur manière pour la grève féministe »⁶¹, elle-même « conçue comme une première étape pour obtenir des avancées concrètes (revendications) et contribuer à la construction d'un mouvement féministe large en Belgique. »⁶²



Le 8 mars 2020, pour la journée internationale des droits des femmes, le collectif 8 mars Liège avait appelé les femmes à interrompre leur travail, qu'il soit salarié ou gratuit, et à faire une activité qui leur fasse du bien, ou encore à rejoindre une manifestation ou afficher leur soutien à la grève en faisant du bruit collectivement dans l'espace public.⁶³ A cette même occasion, le collectif avait également organisé des activités visant notamment à sensibiliser à la culture du viol (avec le happening « un violeur sur ton chemin »⁶⁴).

Certaines actions (telles des ZAD) se transforment en mouvements lorsqu'elles s'étendent et attirent les militant·es de l'international, et notamment les Liégeois·es. Il n'est pas rare non plus qu'au niveau national, des militant·es se déplacent pour soutenir une action dans une localité qui a besoin de renfort afin d'avoir davantage de poids. Il arrive que les Liégeois·es se déplacent par exemple sur Bruxelles mais aussi que des actions liégeois·es soient renforcées par des militant·es venu·es d'ailleurs.

⁶¹ 8 maars, « Fonctionnement ». Disponible sur : <<https://8maars.be/fonctionnement-werking/>> (Consulté le 10/05/2022)

⁶² 8 maars, « Qui? ». Disponible sur : <<https://8maars.be/qui-wie-who/>> (Consulté le 13/09/2022)

⁶³ Facebook, « Collectif 8 mars Liège », 6 mars 2020. Disponible sur : <https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=740383486490977&id=494737271055601> (Consulté le 14/09/2022)

⁶⁴ « Un violeur sur ton chemin » est « une performance créée par un collectif féministe de Valparaiso (Chili) dénommé Lastesis, dans le but de manifester contre les violations des droits des femmes dans le cadre des manifestations de 2019 au Chili. Les organisatrices de chaque pays adoptent les paroles, en les traduisant et en les modifiant pour accompagner leurs protestations et leurs revendications locales ». Source : Wikipédia, « Un violeur sur ton chemin ». Disponible sur : <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Un_violeur_sur_ton_chemin> (Consulté le 22/05/2022)

D'autres actions relèvent davantage du registre de l'**humanitaire**, en proposant, en même temps qu'un discours très **politique**, des solutions concrètes pour aider, ici et maintenant, des populations extrêmement violentées. Pour exemple : le collectif Migrations Libres, qui accueille « collectivement des personnes du Parc Maximilien⁶⁵ dans un lieu d'hébergement afin de les protéger de la faim, du froid, de la solitude, des arrestations violentes et arbitraires, de leur faciliter l'accès aux soins de santé ou à l'aide juridique »⁶⁶, en luttant par ailleurs « contre la cruauté des conditions matérielles d'existence qui sont imposées actuellement par les gouvernements européens et belge aux sans-papier, mais aussi en luttant contre les conditions institutionnelles dans lesquelles iels se trouvent enkafkayé·e·s, fiché·e·s, contrôlé·e·s ou emprisonné·e·s »⁶⁷. La Voix des Sans-Papiers également, collectif de personnes en séjour irrégulier qui vivent en squat avec l'accord du bourgmestre, organise toutes sortes d'ateliers culturels, et met sur pied diverses actions politiques, telles des manifestations, afin de revendiquer leurs droits.

Les désobéissant·es liégeois·es pratiquent ainsi la désobéissance de différentes manières : des activistes qui collent des messages politiques durant la nuit aux individus occupant des zones à défendre, en passant par les personnes sans-papiers vivant en squat... De ce fait, la répression policière peut différer grandement d'une action à l'autre, tout comme d'ailleurs les risques de sanction qui eux aussi varient radicalement d'une personne à l'autre (des amendes administratives au pénal et à l'expulsion, sans oublier les violences physiques et psychologiques).

⁶⁵ « Depuis 2016, de nombreux demandeurs d'asile, principalement en provenance d'Irak et de Syrie, s'y installaient le temps d'une réponse de l'office des étrangers. Aujourd'hui, de nombreux migrants, parfois en transit, parfois non, s'y rassemblent et de nombreux bénévoles leur viennent en aide pour leur apporter un peu d'humanité et de soins. » Source : bx1, « Accueil des réfugiés ». Disponible sur : <https://bx1.be/dossier/accueil-refugies-bruxelles> (Consulté le 22/05/2022)

⁶⁶ Jean-Philippe DE VOGELAERE, « Liège: la marche pour une Wallonie plus hospitalière », *Le Soir*, 21 juillet 2019. Disponible sur : <https://www.lesoir.be/237669/article/2019-07-21/liege-la-marche-pour-une-wallonie-plus-hospitaliere> (Consulté le 09/05/2022)

⁶⁷ Migrations Libres, « Précaires et exilé·e·s : une nécessaire lutte commune ». Disponible sur : <https://migrationslibres.be/lutte-commune/> (Consulté le 09/05/2022)

Freins à la désobéissance civile : des enjeux de pouvoir en action

Même s'ils luttent pour davantage de justice sociale, les collectifs de désobéissance civile sont eux aussi traversés par des rapports de pouvoir. Ces derniers expliquent en partie le peu de diversité, c'est-à-dire la faible représentation des groupes minorisés parmi leurs membres. Une raison pour laquelle il est capital de s'interroger par rapport à ceux-ci, afin d'inclure au mieux celles et ceux qui subissent le plus d'injustices.

Les désobéissant-es interviewé-es nous ont rapporté quelques-uns des enjeux de pouvoir qui traversent la désobéissance civile et qui constituent de cette sorte des freins à l'accès au réseau ou des raisons poussant les désobéissant-es à s'en désinvestir. Ces dernier-es les ayant fortement conscientisé-es, iels nous ont écrit relativement aisément les enjeux de pouvoir en question. En s'axant principalement sur les dynamiques de pouvoir à l'intérieur des collectifs mixtes, – et qui sont communs à nombre d'autres secteurs, puisque les enjeux de pouvoir les traversent tous. Iels ont également discuté de rapports de pouvoir extérieurs à la dynamique des collectifs, mais les affectant tout autant, et ont enfin avancé quelques facteurs contextuels touchant spécifiquement la désobéissance civile.

Enjeux de pouvoir communs aux collectifs

Ces dynamiques sont malheureusement communes : propos oppressants, manque de considération envers les personnes racisées, invalides, ..., place réduite octroyée aux personnes minorisées, accaparement de la parole, ... Nous allons illustrer quelques-unes de ces dynamiques à partir du vécu que les personnes interviewé-es nous ont partagé.

a) Manque de considération envers les personnes opprimées

Il arrive que les personnes opprimées ne soient pas prises au sérieux. A., militante invalide et racisée, nous explique ce qui arrive quand elle parle du manque d'accès en raison d'enjeux liés au validisme ou à la précarité :

« On ne te prend pas au sérieux, on a tendance à faire de l'humour suite à ce que tu dis. Et t'es un peu là : « Écoute, non. En fait ce que je dis, ça compte, donc pas besoin de le tourner en dérision. ». Et il y a aussi un silence des fois : tu dis un truc et tu vois combien ça met mal à l'aise. Et comme il n'y a personne qui a l'air de pouvoir gérer le truc, du coup on switche sur autre chose. »

b) Place secondaire octroyée aux personnes concernées

Les personnes les plus privilégiées ne prennent pas toujours suffisamment en compte les personnes concernées. A. nous explique qu'à la réunion (d'un collectif traitant d'antiracisme) qui a suivi les élections où le Vlaams Belang a obtenu un score historique,

« À aucun moment, ils n'ont donné la parole aux personnes racisées. Ils ont fait tout un laïus autour de « on va faire un truc musclé pour leur expliquer que non, on ne laissera pas ça passer », mais à aucun moment ils se sont dit : « allez, on met au centre les personnes racisées belges qui sont là ». Et à aucun moment ils nous ont demandé : « Qu'est-ce que ça vous a fait en fait, le lendemain de l'élection, à vous, personnes belges racisées ? Comment vous vous sentez quoi ? ». Parce que ce que ce vote dit, c'est « cassez-vous ! », « on ne veut pas de vous ! », et donc je trouvais ça bizarre. Je trouve même que c'était à nous de gérer le truc en fait. »

c) Accaparement de la prise de parole

La place secondaire réservée aux personnes opprimées se reflète aussi dans les échanges de parole entre les membres. Les personnes dominantes coupent et détiennent davantage la parole. C'est notamment la thèse défendue par Corinne Monnet dans son texte abordé sous l'angle du genre « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation »⁶⁸.

d) De la pédagogie envers les dominant-es

Même si ici, l'analyse en termes d'enjeux de pouvoir est plus complexe⁶⁹, C. nous partage le poids que peut constituer le fait de participer à des réunions mixtes, quand nombre de personnes semblent peu sensibilisées et vous demandent un lourd travail de pédagogie, d'explication des enjeux féministes. C'est ce qui a d'ailleurs motivé sa décision de ne plus retourner dans le collectif dont elle parle :

« Il y a des gens qui nous posaient des questions uniquement sur le féminisme. On a été souvent interpellées en fin de réunion par des hommes cisgenres parce qu'on revendiquait un peu la parole ou parce qu'on voulait créer un sous-groupe en mixité choisie. Des choses qu'on n'a pas forcément envie de vouloir expliquer tout le temps dans des milieux qui sont censés être un peu au courant. »

e) Propos sexistes

Durant les réunions en mixité, L. nous relate la présence régulière de propos sexistes et nous confie combien elles sont dès lors énergivores pour elle :

« C'est limite si je ne dois pas me préparer avant la réunion, en train de me dire : "bon aujourd'hui je laisserai pas passer ça". Limite, ça m'est déjà arrivé de briefer les autres filles et de se mettre d'accord sur le fait qu'on doit se préparer avant d'aller à la réunion. Donc y'a des fois je n'ai juste pas envie de me préparer, je n'y vais pas alors. C'est hyper énergivore quoi ! »

⁶⁸ Corinne MONNET, « La répartition des tâches entre les femmes et les hommes dans le travail de la conversation », *Les Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 19, 1998. Disponible sur : <https://infokiosques.net/spip.php?article239> (Consulté le 20/09/2022)

⁶⁹ Notre récente analyse « Pureté militante » peut peut-être aider à ce propos. Voir sandre roubin, « Pureté militante », *CVFE*, août 2022. Disponible sur : <https://www.cvfe.be/publications/analyses/423-purete-militante> (Consulté le 24/09/2022)

f) **Agressions sexistes**

Une des personnes interviewées, femme cisgenre, nous a confié avoir été agressée sexuellement par un membre d'un collectif, duquel elle est par conséquent partie. Plus tard, elle s'est également éloignée d'un second collectif quand elle a appris qu'il travaillait en partenariat avec le premier, qui abritait la personne qui l'avait agressée.

Une piste pour contrecarrer certains jeux de pouvoir : les réunions en non-mixité

Parmi les collectifs que nous avons rencontrés, plusieurs procédaient en tenant des réunions régulières en non-mixité. Tous ces collectifs étaient féministes, les réunions se déroulant dès lors sans hommes cis. Par rapport à cela, L., militante cis blanche hétéro valide, nous partage :

« Au départ, j'étais un peu curieuse de cette non-mixité choisie. Et au final, je me rends compte que c'est juste le bonheur en fait. Enfin, moi ça me recharge les batteries, ça fait du bien, à plein de niveaux. Rien que le fait de dire j'y vais à cette réunion et il va rien m'arriver ! C'est juste trop bien. Je sais que je vais être bien entourée. Ça va être super bienveillant. Ça, c'est génial quoi ! Et même si parfois même nous, entre femmes, on reproduit aussi des comportements de domination, ce n'est pas pareil quand même je trouve. »

Grâce à la non-mixité, les collectifs évitent un certain nombre de désagréments liés aux enjeux de pouvoir que nous venons de voir. Ce qui ne signifie pas que les personnes dites privilégiées ou dominantes sont totalement exclues de la lutte.

Les féministes par exemple travaillent avec les hommes cis, que ce soit dans les collectifs mixtes (non féministes) ou en collaboration avec eux (en tant qu'**alliés**¹ ou proféministes dirait-on alors) dans le cadre d'actions antisexistes : lorsqu'ils tiennent une garderie afin de permettre aux femmes et personnes trans d'être entièrement disponibles pour une action de désobéissance civile (celles du Collectif 8 mars par exemple), ou lorsqu'ils participent à un projet vidéo qui demande une mise en scène en mixité de genre (cf. l'« Opération tétons nus »¹ de la Tête Haute, qui avait consisté à filmer des séquences de groupes de personnes seins nus assises dans un pré), ...

Les féministes font aussi des **alliances** avec d'autres collectifs. En 2020, B. nous apprend que La Tête Haute et Liège sans Pub s'étaient unies pour une action autour de la Saint-Valentin. Iels avaient placardé des clitoris un peu partout et avaient parodié des pubs déjà existantes. (Nous en parlions dans la section dédiée à décrire les actions de désobéissance civile.)

Des éléments structurels traversant le réseau désobéissant

a) Les charges liées au soin, aux enfants et au ménage

Les charges liées aux soins envers les enfants, les personnes âgées, invalides, ... sont souvent assignées aux femmes, ainsi que le ménage en grande partie, et particulièrement aux femmes précaires et racisées. Elles constituent un grand frein à un investissement régulier dans un collectif de désobéissance civile. C'est le cas d'O., militante cis noire et mère solo, qui a peu d'opportunités pour militer en raison des horaires des réunions des collectifs : « *Rien que les horaires sont compliqués. En ayant les enfants, même si on fait une garderie entre 18h et 20h, c'est l'heure où il faut leur donner à manger, les mettre au lit, préparer le lendemain pour aller à l'école, ...* ».

b) La survie

Dans notre société capitaliste, nombre de personnes sont prises dans des quotidiens de survie économique et psychologique, dans des boulots précaires et éreintants, et ont dès lors très peu l'opportunité de s'investir dans des collectifs de désobéissance civile.

Parfois ce sont cependant les personnes les plus marginalisées *des collectifs* qui s'exposent le plus aux risques, comme G., militante cis blanche précaire, dans son collectif : « *Moi je suis la personne la plus précaire de mon collectif (au niveau de mes ressources financières) et je suis la plus motivée et celle qui prend le plus de risques.* ».

Dans le même sens, M., sans-papiers, ne voit pas qui lutterait à sa place si elle ne le faisait pas, et c'est ce qui lui donne le plus de courage pour le faire. Et elle invite ses camarades à en faire autant car « *la Voix des Sans-Papiers, c'est le cadre idéal pour les sans-papiers de se faire entendre* ».

c) La ghettoïsation

J. nous a parlé plus généralement de ghettoïsation quand nous lui demandions de commenter la relative homogénéité des profils des membres de son collectif :

« J'ai l'impression que c'est tout simplement parce qu'on ne se connaît pas, on ne se rencontre pas, on ne vit pas dans les mêmes milieux, on ne va pas dans les mêmes salles de concerts ou bars dans lesquels on a passé notre vie. C'est con mais c'est des lieux où il y a quasiment que des blancs. Et donc pour moi, c'est la ghettoïsation, le fait qu'on soit divisé spatialement dans nos modes de vie, – mais pas forcément idéologiquement –, dans nos privilèges, forcément, et dans les oppressions qu'on subit au jour le jour. »

Contexte spécifique au réseau désobéissant

➤ Une répression policière et judiciaire

Les personnes qui encourent le plus de risques face à la répression policière et judiciaire sont les personnes détenant un casier judiciaire. Celles-ci sont composées en grande partie de personnes précaires, dont beaucoup sont racisées.

N., militant cis blanc qui a contribué à la création de Migrations Libres, nous dit combien les personnes sans-papiers proches du collectif peuvent avoir une « peur bleue de tout ce qui est désobéissance », même accrocher des flyers dans les bus⁷⁰, en raison des risques qu'elles encourent d'être contrôlées par la police puis violentées, enfermées, ou expulsées... voire tuées, comme nous le montre l'actualité.

Face à ces violences, beaucoup de désobéissant·es invitent les citoyen·es à la **vigilance collective**, c'est-à-dire se rapprocher et observer les contrôles de police, intervenir, filmer, crier, ... afin de montrer à la police qu'ils sont observé·es et qu'ils sont témoins. Malheureusement ce genre de comportements arrivent de manière excessivement rare. Ils sont pourtant très productifs car ils peuvent stopper la répression policière ou du moins aider à constituer des preuves aidantes pour la victime.

Les amendes et frais de tribunaux résultant d'actes de désobéissance civile constituent aussi une crainte pour beaucoup, et logiquement les personnes particulièrement précaires. La prison constitue également un élément de taille qui démotive les personnes de désobéir. Notamment les femmes, qui ont souvent à leur charge des enfants dont elles sont responsables.

Face à ce constat, des personnes, ou collectifs, s'organisent afin de soutenir les désobéissant·es avec une aide légale : La Ligue des Droits Humains (LDH) par exemple, ou le cabinet d'avocat·es « Progress Lawyers », qui à ce jour rassemblent malheureusement encore assez peu d'effectifs. Une initiative avait récemment émergé à Bruxelles mais a périclité : celle de constituer un réseau de médecin·es (afin d'établir des premiers constats de blessures de qualité, ou de fournir des soins suite à d'éventuels traumatismes) et d'avocat·es engagé·es et sensibilisé·es à ce type de répressions.

Les désobéissant·es organisent également régulièrement des événements ou des soirées de solidarité afin de lever des fonds. La fondation Marius Jacob⁷¹ a notamment créé un fonds spécialement dédié à l'anti-répression.

⁷⁰ T. fait référence à l'action dans les bus TEC décrite dans la précédente section « Quels types d'actions ? ».

⁷¹ « La Fondation Marius Jacob est un outil financier collectif et autogéré pour soutenir des activistes, collectifs et mouvements sociaux de base qui luttent pour transformer notre société. » Source : Fondation

La désobéissance civile : un acte citoyen !

« [L]a désobéissance civile se définit comme un geste d'appropriation démocratique, et même d'empowerment capacitaire du citoyen. », Cynthia Fleury⁷²

Pour ceux dont l'intérêt a été titillé par la désobéissance, pour ceux qui se sont plu·es à s'imaginer agir de nuit, de manière hyper visible et audible en plein jour, ou dans l'ombre dans la préparation d'actions diverses, sachez que cette perspective est des plus réalistes et réalisables.

Dépassé le mythe du héros militant – comme G. le nomme – c'est-à-dire celui du changement qui n'est le fait que de quelques « idoles », chacun·e pourra concevoir de manière un peu plus concrète qu'iel fait partie du changement, si iel s'autorise à s'unir à d'autres pour le faire advenir.

« Ce qui me rend le plus triste, c'est le fait de pas se sentir à la hauteur, c'est le fait qu'on soit si peu. A l'échelle de Liège, les gens qui prennent beaucoup de risques, qui essayent vraiment de s'engager au quotidien, pas juste dans une association, mais plutôt dans leur manière d'être au monde et à eux-mêmes et au collectif, je trouve qu'il y en a trop peu et parfois on peut se retrouver dans une espèce de culte du militant héros qui fait plein d'efforts et que les gens admirent. Que « c'est vraiment super ce que vous faites » mais les gens, ils ne nous rejoignent pas. Alors qu'en fait on ne devrait pas être si peu, on devrait faire tous un peu plus. », G.

Peut-être sommes-nous nombreux·es à nous satisfaire de ce que nous avons, parce qu'il est difficile d'imaginer d'autres réels possibles ? Parce qu'on nous a toujours enseigné que la vie serait dure et qu'aucune échappatoire ne serait envisageable ? Et pourtant, un mieux vivre est possible : des jobs moins pénibles, des villes plus vivables (en termes de pollution, de nuisances visuelles, ...), davantage de droits pour les catégories les plus minorisées (sans-papiers, sans abris, chômeur·euses, ...), etc.

La première étape est sans doute de questionner les rapports de domination qui traversent notre société et de prendre conscience de combien il est légitime d'estimer nos **besoins insuffisamment ou mal pris en compte**, voire négligés par les institutions actuelles de l'État et du marché. La seconde, que nous nous **organisions collectivement**⁷³ pour élaborer puis poser des actions de résistance. Que celles-ci soient durables ou ponctuelles, qu'elles visent ou non, à court ou moyen terme, une

Marius Jacob, « En quelques mots ». Disponible sur : <<http://fondationmariusjacob.org/#about-7>> (Consulté le 24/09/2022)

⁷² Cynthia FLEURY, « Formes anciennes et nouvelles de la désobéissance civile », *Pouvoirs*, Vol. 4, n°155, 2015, p. 8. Disponible sur : <<https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2015-4-page-5.htm>> (Consulté le 16/09/2022)

⁷³ Voir par exemple à ce sujet, en anglais, ce « manuel de l'activiste » : *Activist Handbook*, « Civil disobedience ». Disponible ici : <<https://www.activisthandbook.org/en/tactics/civil-disobedience>> (Consulté le 16/09/2022)

meilleure prise en compte des besoins en question par les institutions, et qu'elles aient pour effet ou non une mobilisation plus importante du collectif lui-même dans la satisfaction des besoins de ses membres, ici et maintenant (comme c'est le cas dans le cadre des Zones à Défendre, notamment).

Au sujet de cette rencontre entre dimensions individuelle et collective au cœur de l'action de désobéissance, Cynthia Fleury rappelle que pour le philosophe et psychologue américain John Dewey « *la désobéissance civile s'assimile [...] au fait "de prendre part de manière responsable, en fonction de ses capacités, à la formation et à la direction des activités du groupe auquel [l'individu] appartient, et à participer en fonction de ses besoins aux valeurs que le groupe défend. Pour les groupes, elle exige la libération des potentialités des membres d'un groupe en harmonie avec les intérêts et les biens communs". Et c'est là, ni plus ni moins, la définition expérimentale que Dewey donne de la démocratie comme milieu ou forme de vie.* »⁷⁴

S'organiser en groupe ne va pas nécessairement de soi pour tout le monde. C'est pour cette raison que G. insiste sur l'importance de placer les individus dans des situations où ils se sentent légitimes de s'organiser :

« C'est toujours la question de la légitimité. Il faut vraiment qu'on mette [les individus] dans des situations où ils sentent que c'est tout à fait légitime qu'ils s'organisent, qu'ils identifient les problèmes qu'ils trouvent à toutes les échelles de leur vie et qu'ils n'attendent pas de rejoindre un groupe qui existe déjà. », G.

Il n'est en effet pas indispensable de chercher à identifier le réseau des désobéissant-es pour ensuite le rejoindre, avec tous ses codes qu'on devrait désormais faire nôtre. La désobéissance, ça peut simplement être trouver une situation injuste et s'allier avec quelques personnes afin de la dénoncer et de participer à la renverser, à l'instar de la Barbe Liège, qui s'est créée de cette façon.⁷⁵

Ces questions sont d'autant plus pertinentes à se poser maintenant, dans une société traversée de plus en plus par des élans d'autoritarisme étatique et minée par une extrême-droite qui fait son chemin. Car demain, cette opportunité qui est aujourd'hui encore nôtre, ne sera peut-être plus, avec des forces de police toujours plus

⁷⁴ Cynthia FLEURY, « Formes anciennes et nouvelles de la désobéissance civile », *op. cit.*, pp. 10-11.

⁷⁵ Plusieurs personnes qui se connaissaient déjà, engagées dans un même collectif de jeunes, ont un peu parlé autour d'elles d'un festival de gauche (« Tomorrow Now – Construire demain aujourd'hui ») qui allait avoir lieu et qui ne comprendrait que des hommes parmi les intervenant-es. Leur colère commune les a poussé-es à se réunir et à préparer une action selon le modus operandi de la Barbe en France qui invite justement tout groupe de personnes à le récupérer et à le répandre. Quelques semaines plus tard, iels étaient sur la scène du festival à brandir leur pancarte et à clamer leur discours de revendication. Et iels sont toujours activ-es aujourd'hui, à multiplier les projets de dénonciation des entre soi masculins.

répressives⁷⁶, avec nos vies baignées dans la précarité⁷⁷, ... C'est cette perspective inquiétante qu'évoque F. :

« Les personnes qui peuvent se permettre de prendre le risque sont parfois celles qui en prennent le moins [...]. Elles ne se rendent pas compte que le jour où elles l'auront plus... Comme s'il fallait attendre de faire partie des gens réprimés pour réagir. Alors que je pense, c'est tout le contraire : c'est quand tu peux te permettre, quand t'as une amplitude d'action « plus large », avant de vraiment prendre cher, qu'on a besoin de toi, pour élargir le rapport de force. »

⁷⁶ Voir par exemple : Police Watch, « Violences policières : Pour des mécanismes de plainte accessibles, efficaces et indépendants », Rapport Police Watch, avril 2022. Disponible sur : <https://policewatch.be/files/Rapport%20Police%20Watch%20LDH%202022_FR.pdf> (Consulté le 15/09/2022)

⁷⁷ Voir par exemple : Sudinfo-vidéos, « Précarité en Belgique : interview de Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau Wallon de lutte contre la pauvreté », 13 juin 2022. Disponible sur : <<https://www.sudinfo.be/videos/a-la-une/precarite-en-belgique-interview-de-christine-mahy-secretaire-generale-du-reseau-wallon-de-lutte-contre-la-pauvrete?param01=qs0rfvf¶m02=01515498¶m03=54>> (Consulté le 15/09/2022)

Actions des associations institutionnalisées et hauts-faits des collectifs indépendants : Vers une complémentarité nécessaire et assumée ?

Par Florence Ronveaux

Pour les structures institutionnalisées comme le CVFE, fortement dépendantes des subventions publiques et surtout travaillant majoritairement avec des publics constitués de mères de familles monoparentales, pratiquer avec celles-ci une désobéissance civile qui coche toutes les cases n'est pas une démarche spontanée. Pour ces femmes qui ont déjà enduré beaucoup de violences sexistes et, trop souvent, de la victimisation secondaire de la part de la justice et de la police dans leur parcours pour s'extraire des violences conjugales, il y a souvent un fossé entre ce qu'elles rêvent de faire de leurs colères, et ce qu'elles osent ou peuvent se permettre.

Le travail d'accompagnement d'une association comme la nôtre s'appuie sur une éthique de responsabilité qui implique d'explorer avec les publics les risques et les limites de chacun·e face à celles-ci, avant de construire collectivement des activités comportant une possibilité de fichage, d'arrestation et d'amendes administratives.

La plupart du temps, les démarches de désobéissance civile (au sens large) du CVFE, et celles de Ginger en particulier, viseront davantage à sensibiliser le grand public via des « actions de rue non violentes » où le maximum de précautions sera mis en place pour éviter la confrontation avec la police (alors que cela peut au contraire être une stratégie que de la pousser à intervenir), tout en compensant une médiatisation modeste par le self-service sur les réseaux sociaux.

On flirtera avec les limites, en mettant le paquet sur la fantaisie et les aspects visuels : déguisements, messages impertinents et formules choc (« InquisitiONEM » avec des Ginger déguisées en sorcières pour dénoncer la chasse aux chômeur·euses cohabitant·es, « On veut notre part du butin ! » déguisées en pirates pour interpeller sur les inégalités économiques liées au genre, ...).

Des modes opérationnels qui peuvent paraître frileux en regard de ce que produisent certains jeunes collectifs indépendants. Mais la stratégie des institutionnelles est en fait de faire évoluer les choses en restant à l'intérieur du système. Une stratégie qui a produit des effets ces dernières années en Belgique, notamment à travers le plan d'action national de lutttes contre les violences basées sur le genre. Grâce à la formalisation d'une consultation des associations par des parlementaires ou ministres, elles-mêmes particulièrement sensibles à la condition des femmes. Or, les collectifs qui se positionnent à l'extérieur de ce processus institutionnel – avec la liberté et les risques que cela suppose – n'ont-ils pas joué un rôle essentiel eux aussi en bousculant et accélérant le processus en question ? En étant en quelque sorte les « mouches du coche » ?

En effet, on peut faire l'hypothèse avec James Ozden, qui étudie les mouvements sociaux, que "les tactiques radicales non violentes sont susceptibles d'accroître le

soutien aux groupes plus modérés, de manière à augmenter les chances d'un mouvement global d'atteindre ses objectifs."⁷⁸ Cette apparente opposition peut donc s'inscrire dans une stratégie de complémentarité, car si le pouvoir utilise régulièrement (voire amplifie en les provoquant) les « débordements » pour stigmatiser tout un mouvement social, il ne peut pas toujours renoncer, en démocratie, à rencontrer des interlocuteur·ices.

Dès lors, à travers le rôle de « repoussoir » ou d'épouvantail que joueraient les collectifs, comme par exemple ceux des colleur·euses, qui pratiquent des actions illégales et véhiculent des messages sans concession, ceux-ci feraient indirectement des institutionnelles – jusqu'il y a peu trop souvent ignorées – des interlocutrices plus fréquentables aux yeux du politique... Les actions regardées comme « extrêmes » permettant dans le même temps aux institutionnelles de pousser plus loin les revendications, tout en paraissant modérées.

Cette hypothèse n'a pas encore pu être débattue au niveau liégeois, où les actions du 8 mars par exemple sont organisées de manière séparée par les deux courants évoqués ici. Si elle était validée pourtant, peut-être pourrait-elle amener davantage encore de complicité et de respect mutuel ? Cela soulagerait en tout cas un certain nombre de militant·es qui ont un pied dans les deux sphères et que la souplesse nécessaire au grand écart fatigue et culpabilise inutilement.

⁷⁸ Lire en particulier cet article en anglais : <https://jamesozden.substack.com/p/whats-everyone-got-against-throwing?fbclid=IwAR2rTWxvWHsAZO-Ko6tIbAazNcos5De2A7IaNNdFMmhWgtUjXy04qGV9bY>

Conclusion

L'objectif de cet écrit était de rendre ses lettres de noblesse à la désobéissance civile, en contextualisant ses actions et en **redorant le blason** de celles et ceux qui luttent au quotidien et qu'on assimile pourtant si souvent à des vandales ou à des « casseurs ». En montrant combien, à travers la description de toute une gamme d'actions menées, cette manière de lutter est à vrai dire **accessible** pour le plus grand nombre, – si néanmoins un dispositif de soutien existe pour les personnes les plus à risque – ; et en montrant combien les moyens employés et les modus operandi sont récupérables par une majorité d'entre nous. En rappelant sa fonction éminemment **démocratique** : puisqu'elle constitue un des rares moyens de confronter la société à ses propres dysfonctionnements et permet de cette façon de la renforcer. Elle est un **moyen d'expression et de revendication** d'une société plus juste, qui se traduit en actions de sensibilisation, de revendication, de blocage, d'occupation et d'actions humanitaires.

La désobéissance civile s'avère donc essentielle, et par conséquent, on ne peut plus légitime. Et **nous sommes, chacun·e d'entre nous, légitimes dans notre démarche de nous y engager**. Légitimes de sentir nos besoins bafoués par une société mue par les intérêts de quelques-un·es, et de se mobiliser afin de les défendre et viser l'intégrité de nos âmes et de nos corps. Légitimes de chercher à se réapproprier l'espace public qui nous est quasi intégralement confisqué, ainsi que la parole publique, surtout en tant que femme ou minorité de genre, dans une géographie bétonnée réservée aux publicités, au marchand, à ces tas de ferraille à roulettes entravant nos mouvements et notre respiration... Légitimes de vouloir récupérer cet espace où toute manifestation est tributaire du bon vouloir de l'État policier, où la moindre affiche se doit d'être validée par les autorités. Légitimes de ressentir le besoin de nous connecter avec le monde en général, avec les humain·es et autres organismes vivants qui le peuplent, d'une manière collectivement réfléchie et non imposée par l'État, d'une manière qui contraste avec les valeurs et croyances dominantes de la société, qui nous poussent vers toujours plus d'isolement, vers le délitement des liens de solidarité, puisqu'on ne pourrait que compter sur nous-mêmes et non sur les autres, toujours considérés comme une forme déclinée de menace. Légitimes parce qu'il est temps.

Au Collectif, nous vous invitons à **lutter en déployant votre capacité à vous sentir affecté·es**, en vous laissant porter par votre colère et votre sensibilité aux injustices sociales, afin d'exprimer éventuellement vos revendications dans l'espace public. En vous unissant, dans la visée de former des groupes affinitaires locaux et moins locaux, jusqu'à la création, peut-être, d'un réel mouvement de masse. Nous vous souhaitons de devenir plus puissant·es ensemble. En vous questionnant sur les objectifs que vous souhaitez atteindre, en termes de cohésion sociale, en termes de mouvement à édifier, en termes de **stratégies** à mettre en place, en termes de retombées

souhaitées, en termes de cibles à atteindre, ... On vous souhaite de **détricoter le plus possible les rapports de pouvoir** présents, qui excluent souvent les plus opprimé·es, afin de davantage établir une mobilisation de masse, d'une manière qui puisse être le plus en cohérence possible avec les valeurs que vous brandirez.

On vous souhaite de trouver votre place et de vous y émanciper le plus possible.

Annexe : Glossaire des collectifs de désobéissance civile

Lutte anticapitaliste

- Liège sans Pub

Collectif qui fait du recouvrement de panneaux publicitaires et du plaidoyer, à la commune notamment, afin de réclamer moins de publicité à Liège.

- Stop Alibaba

Front composé de plusieurs collectifs et de citoyen·nes, qui ont pour objectif commun de lutter contre l'implantation d'une filiale Alibaba à Liège Airport et contre l'extension de l'aéroport de Liège. Iels s'opposent plus globalement au modèle économique et à l'éthique des entreprises telles qu'Alibaba. Les collectifs et citoyen·nes composant le front utilisent des tactiques et des stratégies diverses. Iels respectent cette diversité et en font leur force. Iels organisent ainsi autant des tractages et des sensibilisations que des actions symboliques ou directes.

- Riposte Chômeur·euses et travailleur·euses engagé·es

Collectif liégeois, autonome, créé en 2012 à l'initiative majoritairement de personnes qui étaient directement menacées par toute une série de mesures attaquant frontalement les droits au chômage, dont le mythique droit à des allocations illimitées dans le temps, droit unique en Europe. Le collectif a été dissous en 2019.

Il regroupait des chômeur·euses, des précaires et des pensionné·es, des fonctionnaires et des salarié·es, des jeunes et des vieill·eux, somme toute des êtres invisibles qui sont en colère. Des êtres invisibles qui se proposaient de rassembler leurs sensibilités et de s'organiser dans un ensemble d'actions coordonnées afin de se faire entendre par eux-mêmes.

Lutte antisexiste

- La Barbe Liège

Collectif ironique de soutien et d'encensement aux conseils d'administrations, panels de débat, invités vedettes, etc. parvenant à résister à la féminisation rampante.

- Ginger

Le groupe Ginger est né en 2011, constitué de participantes aux formations en autodéfense féministe du CVFE. Ce nom leur a été inspiré par un slogan : « Ce que Fred Astaire a fait, Ginger Rogers l'a fait aussi, en reculant sur des talons hauts ». Cela leur semblait illustrer que, sur le chemin de l'égalité, de l'émancipation, les femmes rencontreraient des difficultés supplémentaires mais qu'elles étaient capables de les surmonter.

Le groupe était hétérogène en termes d'âges, de formation, d'expérience de vie, de parcours militant, mais se rejoignait dans un certain esprit propice à la déconnade. « If I can't dance, this is not my revolution », disait la militante anarchiste Emma Goldman.

Leurs actions consistaient surtout à des manifestations « classiques », où elles avaient recours au déguisement pour provoquer le questionnement et mettre le focus sur l'angle genre des revendications.

- Collectif 8 mars Liège

Collectif voulant créer un espace de lutte et de visibilité pour les femmes, personnes dans des transidentités et non binaires, le 8 mars n'étant que le début. Ce collectif se veut autogéré, sans récupération d'aucun parti politique.

- La Tête Haute

Collectif autonome de féministes libertaires basé·es sur Liège. Leur féminisme se veut intersectionnel, et révolutionnaire.

- Glue Gang

Collectif Liégeois de collage intersectionnel en mixité choisie.

Lutte antiraciste

- La Voix des Sans-Papiers Liège

La Voix des Sans-Papiers de Liège est un groupe de femmes, d'hommes et d'enfants, entre 1 an ½ et 60 ans. Iels viennent de différents pays (Afrique, Syrie, Afghanistan, ...), et sont en Belgique depuis cinq, dix ou parfois quinze ans. Iels habitent ensemble dans quelques bâtiments boulevard Kleyer (des squats tolérés par la ville), et participent ensemble à des actions politiques, telles des manifestations, afin de réclamer des critères clairs en termes de régularisation. Iels participent aussi ensemble à de nombreuses activités, telles des ateliers d'écriture, des ateliers théâtre, etc.

- Migrations Libres

Le collectif Migrations Libres accueille « collectivement des personnes du Parc Maximilien dans un lieu d'hébergement afin de les protéger de la faim, du froid, de la solitude, des arrestations violentes et arbitraires, de leur faciliter l'accès aux soins de santé ou à l'aide juridique », et en luttant par ailleurs « contre la cruauté des conditions matérielles d'existence qui sont imposées actuellement par les gouvernements européens et belge aux sans-papier, mais aussi en luttant contre les

conditions institutionnelles dans lesquelles iels se trouvent enkafkayé·e·s, fiché·e·s, contrôlé·e·s ou emprisonné·e·s » .

Lutte écologique

- Act for Climate Justice

#ActForClimateJustice est un appel à actions directes et de désobéissance civile lancé par une série de groupes et d'activistes climatiques.

- Extinction Rebellion

Extinction Rebellion est un mouvement international, décentralisé, autonome, et apartisan, ayant recours à l'action directe non-violente pour faire pression sur les gouvernements, afin qu'ils prennent enfin les mesures radicales nécessaires pour faire face à l'urgence écologique et climatique.

Lutte transversale

- Front Antifasciste Liège

Un front regroupant toutes les sensibilités de l'antifascisme sans jugement de valeurs sur les méthodes ou les degrés d'engagements à Liège mais ayant un objectif clair et précis : la lutte contre les propos, idées, actions de personnes ou de groupement d'extrême droite.

- Centre Social autogéré Entre-murs Entre-mondes

Par la réutilisation des espaces vacants, Entre-Murs, Entre-Mondes s'inscrit dans la recherche d'une autre manière de vivre ensemble répondant aux problèmes sociaux, écologiques, économiques et humains que posent les orientations de la société.

- Cortège de Braises

Le 28 novembre 2020, Place Saint-Lambert, un groupe d'individus, qui se qualifiait de « personnes qui se mettent ensemble pour provoquer [d]es instants suspendus et [d]es rencontres », invite les citoyen·nes à prendre la rue, appellent à la désobéissance. Car pour elleux, « [m]anifester est un droit fondamental (comme le droit de réunion, de rassemblement et de déplacement) » pour lequel iels n'ont pas à demander d'autorisation. Iels invitèrent également les gens à « s'intéresser aux initiatives de lutte et de solidarité qui existent près de chez [eux] et à vérifier comment les soutenir, à sortir sur le pas de [leur] porte à 22h, à se réunir sur les places publiques [des] quartiers et à partager de la chaleur, à rallumer nos feux, et à se rassembler ensemble ». Cet appel fait suite à l'impréparation des autorités dans la manière de lutter contre le virus covid19.

De la désobéissance civile à Liège

Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11 – 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla – rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Auteurice : sandre roubin – sandrroubin@cvfe.be – 0479 83 04 91

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.